



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

STRATÉGIE DE L'UNESCO POUR RÉPONDRE AU VIH ET AU SIDA



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

STRATÉGIE DE L'UNESCO POUR RÉPONDRE AU VIH ET AU SIDA

Juin 2007

ACRONYMES

CAD	Comité d'aide au développement
DEDD	Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable
DFID	Département pour le développement international (Royaume-Uni)
DNUA	Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation
DSRP	Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté
EPT	Éducation pour tous
ETII	Équipe de travail inter-institutions
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
FRESH	Concentrer les ressources sur une santé scolaire efficace
IMOA	Initiative de mise en œuvre accélérée
IIEP	Institut international de la planification de l'éducation de l'UNESCO
LIFE	Initiative pour l'alphabétisation: savoir pour pouvoir
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OIT	Organisation internationale du Travail
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONUDC	Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA
PAM	Programme alimentaire mondial
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
SIDA	Syndrome d'immunodéficience acquise
TAR	Thérapie antirétrovirale
TIC	Technologies de l'information et de la communication
TTISSA	Initiative pour la formation des enseignants en Afrique subsaharienne
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNGASS	Session spéciale de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le VIH/SIDA
UNHCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNIFEM	Fonds de développement des Nations Unies pour la femme
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
VIH	Virus de l'immunodéficience humaine
WPHRE	Programme mondial d'éducation dans le domaine des droits de l'homme

TABLE DES MATIÈRES

Préface	4
Le VIH et le SIDA dans leur contexte	6
La réponse mondiale	8
La contribution de l'UNESCO	10
Vision stratégique	12
Principes	14
But et objectifs	16
Actions principales menées dans le cadre de la réponse de l'UNESCO	18
1. Plaidoyer et soutien en faveur de politiques et de pratiques fondées sur des données factuelles	19
2. Conseil en matière de politiques et de programmes	20
3. Appui technique et renforcement des capacités	22
4. Coordination et harmonisation	24
5. Suivi, mesure et évaluation des progrès	25
Comment l'UNESCO mettra en œuvre la stratégie	26
Suivi et évaluation de la réponse de l'UNESCO au VIH et au SIDA	30
Conclusion	32
Notes	34
Références	36
Annexe 1 : Les étapes de la réponse de l'UNESCO au VIH et au SIDA à travers ses programmes et ses politiques	40
Annexe 2 : Mécanisme ONUSIDA de répartition des tâches en matière d'appui technique	46

PRÉFACE

Au cours des vingt-cinq années qui se sont écoulées depuis que l'acronyme « SIDA » est apparu pour la première fois, le monde a vu réaliser d'importants progrès dans la réponse à l'épidémie. Des percées scientifiques majeures ont été réalisées, en particulier la conception de la thérapie antirétrovirale. La mobilisation des ressources a également atteint un niveau sans précédent et de nombreux organismes se sont réunis pour coordonner et améliorer l'efficacité de la réponse.

Malgré ces progrès, cependant, près de 40 millions de personnes vivent aujourd'hui avec le VIH et une sur dix d'entre elles seulement a accès à des services de traitement et de prévention. Les jeunes de 15 à 24 ans comptent pour 50 % des nouvelles infections et les jeunes femmes et jeunes filles sont de plus en plus vulnérables au VIH, d'une manière en outre disproportionnée, du fait des inégalités entre hommes et femmes et des rôles traditionnellement dévolus à l'un et l'autre sexe. Dans le même temps, il faut déplorer que les populations qui ont un rôle-clé dans la dynamique de l'épidémie – notamment les professionnels du sexe et leurs clients, les consommateurs de drogues injectables, les hommes qui ont des relations sexuelles avec des hommes et les personnes incarcérées – bénéficient encore trop peu des mesures prises à l'échelle nationale en réponse à l'épidémie.

Lorsqu'il s'agit du VIH et du SIDA, il ne peut y avoir de place pour l'autosatisfaction. Une action énergique est nécessaire, qui passe notamment par une extension et une intensification massives des efforts de prévention, accompagnées d'activités visant à élargir l'accès au traitement, à la prise en charge, aux soins et au soutien. À défaut, l'épidémie continuera de s'étendre, menaçant les acquis du développement, chèrement obtenus, et les perspectives d'un développement durable.

La stratégie révisée qui fait l'objet du présent document explique pourquoi l'UNESCO entreprend ce travail dans le contexte plus large des efforts organisés dans le cadre de l'ONUSIDA pour réaliser l'accès universel à des programmes complets de prévention du VIH, de traitement, de prise en charge, de soins et de soutien. Cette nouvelle stratégie de l'UNESCO se fonde sur les deux précédentes, élaborées en 2001 et 2004, et veille à ce que la réponse de l'UNESCO au VIH et au SIDA continue de répondre au déploiement et au caractère dynamique de l'épidémie, aux changements du contexte international qui structurent la réponse mondiale et aux évolutions qui se produisent au sein même de l'UNESCO – dont la réforme du Secteur de l'éducation n'est pas la moindre.

La stratégie révisée a pour caractéristique principale qu'elle exprime clairement les actions qui se situent au cœur de la réponse de l'UNESCO et procèdent à la fois de la vision, des objectifs, des buts et des principes détaillés dans cette stratégie et de l'expérience acquise au fil du travail accompli de longue date par l'UNESCO dans ce domaine. Aux termes de cette stratégie révisée, l'UNESCO doit avoir pour priorité de s'acquitter des responsabilités qui lui incombent au titre de la répartition des tâches définie dans le cadre de l'ONUSIDA, notamment en tant

qu'organisation pilote pour la prévention du VIH auprès des jeunes dans les établissements d'éducation, et au titre du Cadre stratégique 2007-2010 pour le soutien de l'ONUSIDA aux efforts des pays en vue de la réalisation de l'accès universel.

La place d'honneur que l'UNESCO accorde à l'éducation se justifie par la contribution patente qu'elle apporte à l'acquisition des savoirs et des compétences personnelles qui sont essentiels à la prévention du VIH, et par le fait qu'elle protège les individus, les familles, les communautés, les institutions et les nations de l'impact du SIDA. L'éducation aide à surmonter les situations propices à la diffusion du VIH et peut susciter la compréhension et la tolérance qui concourent à réduire la stigmatisation et la discrimination dont sont victimes les communautés et les personnes vulnérables et marginalisées vivant avec le VIH.

L'importance attachée à l'éducation au VIH et au SIDA dans la nouvelle stratégie transparait dans le rôle central confié à l'Initiative mondiale sur l'éducation et le VIH & SIDA, menée par l'UNESCO et connue sous le nom d'EDUSIDA. Cette initiative, qui soutient la mise en œuvre de réponses globales du secteur éducatif, à l'échelle nationale, face à l'épidémie, est l'une des trois priorités principales de l'EPT approuvées par le Conseil exécutif de l'UNESCO. Trente pays participent aujourd'hui à EDUSIDA, et bien plus nombreux sont ceux qui expriment leur intérêt pour s'y associer. EDUSIDA a été entériné par l'ensemble du Comité des organismes coparrainants de l'ONUSIDA et bénéficie de partenariats étendus et croissants avec les parties prenantes du secteur éducatif.

La priorité accordée par l'UNESCO à l'éducation a été renforcée par la répartition des tâches pour l'appui technique de l'ONUSIDA, qui faisait partie des recommandations de l'Équipe spéciale mondiale entérinées par le Conseil exécutif de l'UNESCO (174 EX/2006). Dans la période à venir et dans le contexte du mouvement qui se fait jour en faveur de l'accès universel, cette priorité est au cœur de la stratégie de l'UNESCO.

Outre le travail accompli par l'UNESCO au niveau programmatique, nous avons franchi un grand pas pour faire du lieu de travail qu'est l'UNESCO un environnement plus sûr et plus protecteur. La politique de l'UNESCO en matière de VIH et de SIDA sur le lieu de travail a été actualisée et demande une sensibilisation permanente du personnel de l'UNESCO par des sessions de formation consacrées à cette question. L'UNESCO est également un partenaire actif du programme commun des Nations Unies intitulé « *UN Cares* », destiné à fournir éducation, soins et soutien aux employés des Nations Unies dans le monde entier.

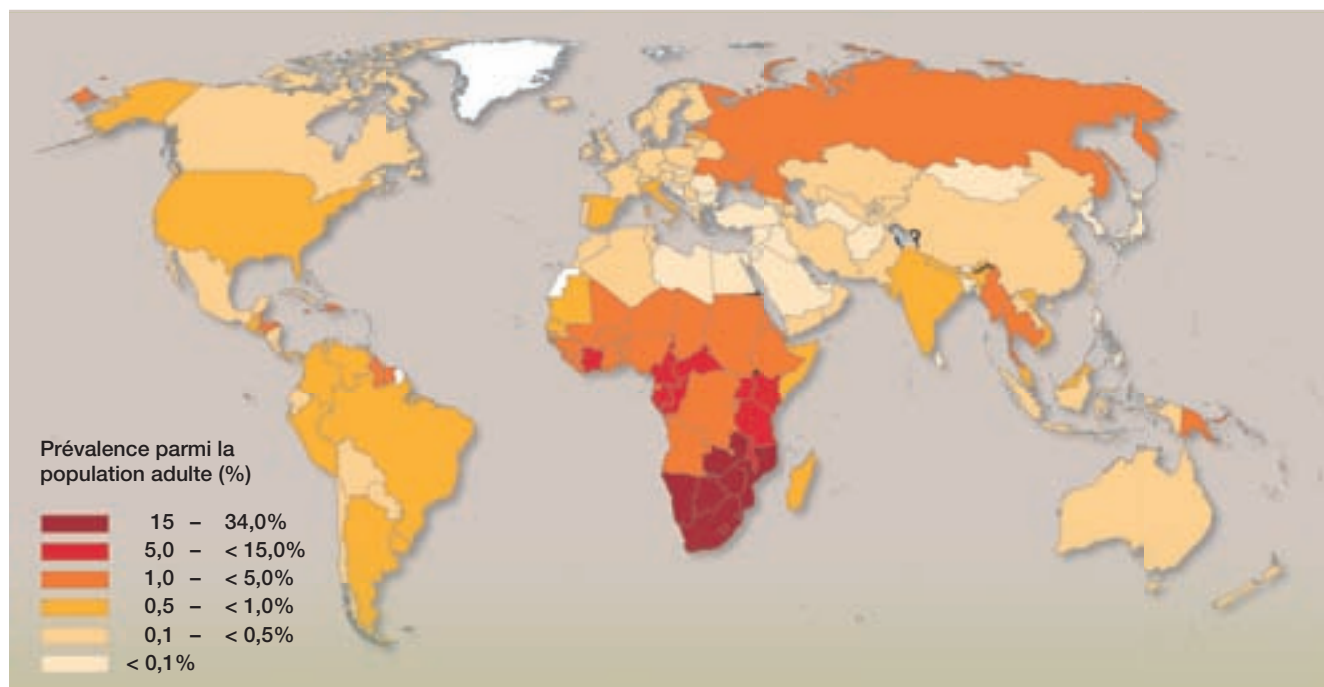
La révision de la stratégie, issue d'un vaste processus de consultation de toute l'UNESCO, offre le cadre qui orientera nos actions dans les prochaines années. C'est dans cet esprit de consultation que je vous encourage tous à contribuer aux efforts que déploie l'UNESCO pour prévenir la diffusion du VIH et pour protéger les personnes, les familles, les communautés, les institutions et les nations de l'impact du SIDA.



Koïchiro Matsuura
Directeur Général
UNESCO

LE VIH ET LE SIDA DANS LEUR CONTEXTE

Carte : Vue mondiale de l'infection par le VIH, 2005



Source : ONUSIDA. *2006 Rapport sur l'épidémie mondiale de SIDA*. Genève: ONUSIDA, 2006. Accès en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : http://www.unaids.org/en/HIV_data/2006GlobalReport/2006-GR_fr.asp

Après un quart de siècle de pandémie, le VIH et le SIDA sont considérés comme faisant partie des plus grandes menaces pour la stabilité et le progrès à l'échelle mondiale. L'épidémie mondiale de SIDA continue d'évoluer plus vite que les actions menées pour y répondre. À la fin de 2006, on estimait que 39,5 millions de personnes dans le monde vivaient avec le VIH, le virus qui provoque le SIDA, et que 4,3 millions d'entre elles venaient d'être infectées au cours de la seule année 2006. Cette même année, près de 3 millions de personnes sont mortes pour des raisons liées au SIDA, contribuant à porter à 20 millions le nombre de morts depuis le premier cas de SIDA diagnostiqué, en 1981. Le SIDA a également rendu orphelins une quinzaine de millions d'enfants actuellement vivants, et rendu vulnérables des millions d'autres.¹

Si l'on estime que le taux de nouvelles infections par le VIH a culminé à l'échelle mondiale à la fin des années 1990 et s'est stabilisé depuis lors, le nombre total de personnes vivant avec le VIH a continué d'augmenter du fait de la croissance de la population et, plus récemment, des effets de la thérapie antirétrovirale (TAR) sur l'allongement de la vie.

Dans certaines régions du monde, l'épidémie reste particulièrement grave. Ainsi la prévalence du VIH a atteint 40 % dans certaines parties de l'Afrique australe et certaines données laissent penser que le taux d'infection aurait augmenté de plus de 50 % depuis 2004 en Europe orientale et en Asie centrale.² En Asie de l'Est, en Amérique latine et dans les Caraïbes, on observe des signes de progrès, mais de graves épidémies semblent en cours dans certains pays (voir Carte).

Les femmes sont de plus en plus touchées par le SIDA, et le sont d'une manière disproportionnée (voir Figure 1), en grande partie du fait de leur situation sociale et économique très défavorisée par rapport à celle des hommes, mais également de leur vulnérabilité biologique et physiologique à l'infection par le VIH. En Afrique subsaharienne, pour 10 hommes adultes vivant avec le VIH, on compte environ 14 femmes adultes infectées par le virus.³ En outre, il revient le plus souvent aux femmes de s'occuper des personnes vivant avec le VIH. La « féminisation » de l'épidémie est particulièrement aiguë chez les jeunes en Afrique australe, les études suggérant que les jeunes femmes ont de deux à sept fois plus de chances d'être infectées par le VIH que les jeunes hommes.⁴

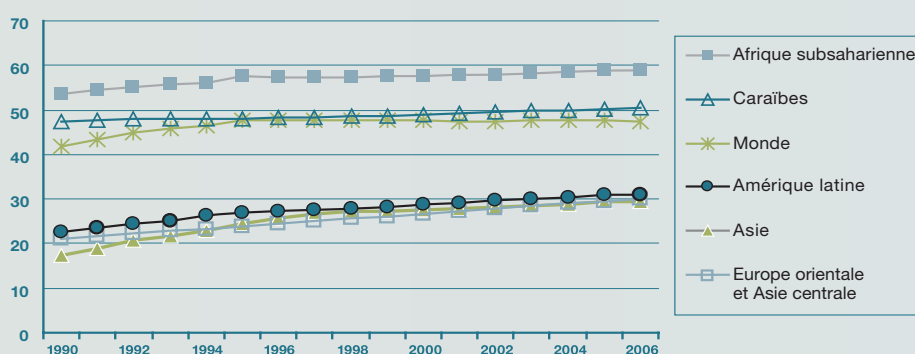
Dans de nombreuses régions du monde, les nouvelles infections par le VIH sont fortement concentrées chez les jeunes de 15 à 24 ans. En 2006, ceux-ci comptaient pour 40 % des

nouvelles infections par le VIH chez les personnes âgées de 15 ans et plus.⁵ D'après l'ONUSIDA, l'évolution ultérieure de l'épidémie de VIH dans le monde dépend largement des comportements que les jeunes adopteront ou conserveront, ainsi que des facteurs sociaux et culturels et des autres facteurs contextuels influençant leurs décisions en la matière.

Les dernières années ont vu des évolutions encourageantes dans le développement de l'accès aux traitements et aux soins. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) estime que plus d'1,6 million de personnes dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire avaient accès aux TAR en juin 2006, ce qui représente un quadruplement de ce chiffre depuis décembre 2003. C'est en Afrique subsaharienne que l'augmentation de l'accès aux traitements a été la plus spectaculaire, le nombre de personnes recevant un traitement passant de 100 000 à la fin de 2003 à plus d'un million en juin 2006. L'Amérique latine et les Caraïbes sont les régions qui ont le mieux réussi à atteindre les personnes ayant besoin de TAR, avec une couverture estimée à près de 75 %.⁶ La couverture est la plus faible dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire d'Europe et d'Asie centrale et d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, où les taux sont respectivement de 13 % et 5 %.⁷

Malgré des progrès dans l'accès aux traitements, si des mesures énergiques ne sont pas prises, en particulier pour étendre et intensifier massivement les efforts de prévention, l'épidémie continuera à se répandre et à menacer les acquis du développement, chèrement obtenus, et les perspectives de développement durable. Il est clair que des réponses plus fortes, plus stratégiques et coordonnées sont nécessaires si le monde veut, pour l'avenir, prévenir la diffusion du VIH et mitiger l'impact du SIDA.

Figure 1 : Pourcentage des adultes (15+) vivant avec le VIH qui sont des femmes, 1990-2006



Source : ONUSIDA et OMS. *Le point sur l'épidémie de SIDA 2006*. Consulté en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : http://data.unaids.org/pub/EpiReport/2006/2006_EpiUpdate_fr.pdf



LA RÉPONSE MONDIALE

Les gouvernements du monde entier qui se sont engagés à répondre plus vite à l'épidémie lors de la Session spéciale de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le VIH/SIDA (UNGASS) de 2001, ont réaffirmé cet engagement lors du Sommet mondial des Nations Unies de 2005 et, de nouveau, lors de la réunion de haut niveau sur le SIDA de juin 2006. Au cours des années qui ont suivi l'UNGASS, l'action a été renforcée à tous les niveaux, avec un leadership et un engagement plus forts, davantage de ressources et une intensification de la prévention du VIH, du traitement, de la prise en charge, des soins et du soutien. Certains pays ont également fait état de progrès consistant à créer des cadres fondés sur les droits de l'homme et à associer la société civile à la conception, à la mise en œuvre et à l'évaluation de réponses nationales.⁸

Dans le cadre de cet effort et à la suite d'une réunion tenue en mars 2005 à Londres, intitulée « Faire travailler l'argent disponible », une Équipe spéciale mondiale a été créée pour améliorer la coordination en matière de SIDA parmi les institutions multilatérales et les donateurs internationaux, du fait que le monde doit faire davantage pour lutter efficacement contre le SIDA dans les années à venir. L'une des recommandations formulées par l'Équipe spéciale mondiale dans son rapport de juin 2005⁹ était la mise en place par l'ONUSIDA d'un mécanisme de répartition des tâches fondé sur les avantages comparatifs et sur les complémentarités des organismes coparrainants de l'ONUSIDA, en vue d'assurer un soutien efficace au niveau des pays.

Conformément à cette recommandation, le Secrétariat et les organismes coparrainants de l'ONUSIDA ont mis en place une répartition des tâches distinguant 17 domaines d'appui technique, confiés chacun à une « organisation pilote » à laquelle sont associés des « partenaires principaux ».¹⁰ En tant qu'institution spécialisée des Nations Unies compétente pour l'éducation, l'UNESCO a été désignée comme organisation pilote pour la prévention du VIH auprès des jeunes dans les établissements d'éducation. Le travail de l'UNESCO

dans d'autres domaines est également apprécié et reconnu dans la répartition des tâches ; l'UNESCO a été désignée comme partenaire principal dans huit autres domaines d'appui technique (voir Tableau 1).

D'autres efforts sont actuellement en cours dans le contexte de la réforme des Nations Unies pour renforcer la cohérence et la coordination des activités du système des Nations Unies au niveau des pays afin de réduire les doubles emplois et les redondances entre les institutions des Nations Unies, alléger le poids qui pèse sur les gouvernements des pays bénéficiaires et donateurs et répondre aux besoins et aux priorités des États membres que sert le système des Nations Unies.¹² L'UNESCO souscrit au concept de l'unité des Nations Unies (« One UN ») au niveau des pays et reste engagée en faveur du renforcement de la coordination, de l'alignement et de l'harmonisation, afin d'intensifier rapidement la réponse au SIDA dans le contexte de la réforme des Nations Unies, des « Trois principes »,¹³ des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide (Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE).¹⁴

Tableau 1 : Domaines d'appui technique dans lesquels UNESCO est identifiée comme organisation pilote ou partenaire principal¹¹

Domaine de soutien technique	Organisation(s) pilote(s)	Partenaires principaux
Prévention destinée aux jeunes dans les établissements d'enseignement	UNESCO	OIT, FNUAP, UNICEF, OMS
VIH/SIDA, développement, gouvernance et rationalisation, y compris des instruments tels que les DSRP et une législation habilitante, les droits de la personne et la sexospécificité	PNUD	OIT, Secrétariat de l'ONUSIDA, UNESCO, UNICEF, OMS, Banque mondiale, UNHCR
Appui aux plans stratégiques nationaux dont les priorités ont été définies et les coûts évalués, gestion financière, ressources humaines, renforcement des capacités et amélioration des infrastructures, atténuation de l'impact et travail sectoriel	Banque mondiale	OIT, Secrétariat de l'ONUSIDA, PNUD, UNESCO, UNICEF, OMS
Programmes et politiques de lutte contre le SIDA sur le lieu de travail, mobilisation du secteur privé	OIT	UNESCO, PNUD
Fourniture d'informations et enseignement, programmation en matière de préservatifs, prévention ciblant les jeunes déscolarisés et efforts de prévention ciblant les groupes vulnérables (sauf les consommateurs de drogues injectables, les détenus et les réfugiés)	FNUAP	OIT, Secrétariat de l'ONUSIDA, UNESCO, UNICEF, ONUDC, OMS
Politiques globales, suivi et coordination de la prévention	Secrétariat de l'ONUSIDA	Tous les organismes coparrains de l'ONUSIDA
Soutien alimentaire/nutritionnel	PAM	UNESCO, UNICEF, OMS
Lutte contre le VIH parmi les populations déplacées (réfugiés et personnes déplacées dans leur propre pays)	UNHCR	UNESCO, FNUAP, UNICEF, PAM, OMS, PNUD
Informations stratégiques, partage des connaissances, et responsabilisation, coordination des efforts nationaux, constitution de partenariats, sensibilisation, suivi et évaluation, y compris estimation de la prévalence nationale et projection de l'impact démographique	Secrétariat de l'ONUSIDA	OIT, PNUD, UNESCO, FNUAP, UNHCR, UNICEF, ONUDC, PAM, OMS, Banque mondiale



LA CONTRIBUTION DE L'UNESCO

Au fil des années, les secteurs de l'éducation, des sciences naturelles, des sciences sociales et humaines, de la culture et de la communication et de l'information, les instituts, les bureaux régionaux et les bureaux hors Siège de l'UNESCO ont intensifié leurs actions, en collaboration avec d'autres partenaires pour faire face au VIH et au SIDA (voir Annexe 1). L'UNESCO est dans une position sans équivalent pour situer dans une approche intersectorielle et interdisciplinaire l'effort entrepris dans le cadre de l'ONUSIDA pour parvenir à l'accès universel à des programmes complets de prévention du VIH, de traitement, de prise en charge, de soins et de soutien.

En tant que l'institution spécialisée des Nations Unies compétente pour l'éducation, l'UNESCO encourage un apprentissage tout au long de la vie qui mette en place et entretienne les savoir-faire, les compétences, les connaissances, les comportements et les attitudes essentiels. Il s'agit là notamment de l'apprentissage dans des environnements éducatifs formels (par exemple dans des écoles, collèges, universités ou autres établissements d'éducation ou de formation), les activités éducatives non formelles visant, par exemple, à développer l'alphabétisme des adultes, l'éducation de base pour les enfants et les jeunes non scolarisés, l'éducation aux compétences nécessaires à la vie courante et l'enseignement et la formation techniques et professionnels, ainsi que l'éducation informelle transmise par la famille et les voisins, le travail et le jeu, le marché, les médias et

d'autres ressources accessibles dans l'environnement des apprenants.¹⁵

La priorité que l'UNESCO accorde à l'éducation tient à ce que celle-ci – en particulier l'éducation à la prévention – contribue à l'acquisition des connaissances et des compétences essentielles à la prévention du VIH et protège les individus, les familles, les communautés, les institutions et les nations de l'impact du SIDA. L'éducation aide également à surmonter les situations propices à la diffusion du VIH, notamment la pauvreté, la maladie, l'inégalité entre les sexes, la violence et les mauvais traitements, en particulier à l'égard des filles et des femmes. En outre, l'éducation peut créer les conditions nécessaires à la compréhension, au respect et à la tolérance – qui sont autant de facteurs contribuant à réduire la stigma-

tisation et la discrimination envers les communautés et les personnes vulnérables et marginalisées vivant avec le VIH.

Le SIDA est l'un des principaux facteurs exerçant une pression sur les systèmes éducatifs, en particulier dans les pays en transition et les pays les moins développés, ainsi que sur la possibilité, pour les apprenants, d'avoir accès à l'éducation et de la suivre jusqu'à son terme. Si les efforts visant à atteindre l'éducation pour tous (EPT) ont permis des progrès au cours des dernières années, il reste encore près de 77 millions d'enfants non scolarisés dans l'enseignement primaire, dont 55 % de filles.¹⁶ Il est de plus en plus largement reconnu que les efforts en direction de l'objectif de l'EPT relatif à l'enseignement primaire universel (objectif 2 de l'EPT) doivent être fortement liés aux actions destinées à favoriser l'égalité entre les sexes dans l'éducation (objectif 5 de l'EPT), à répondre aux besoins éducatifs des jeunes et des adultes par des programmes appropriés d'apprentissage et d'acquisition des savoir-faire élémentaires (objectif 3 de l'EPT) et à réduire l'analphabétisme, en particulier chez les femmes (objectif 4 de l'EPT).¹⁷

Les parties prenantes sont également de plus en plus largement conscientes que l'EPT ne peut pas être réalisée sans mettre plus fortement l'accent sur le VIH et le SIDA. C'est ce qui a conduit le Groupe de travail sur l'EPT à organiser, dans le cadre de sa réunion de juillet 2006, une séance consacrée à l'examen des stratégies permettant d'intensifier et d'améliorer l'attention accordée au VIH et au SIDA dans le cadre de l'EPT.¹⁸ Lors de la réunion du Groupe de haut niveau sur l'EPT tenue au Caire, Égypte, en novembre 2006, les ministres, les hauts responsables des institutions multilatérales et bilatérales et les responsables des organisations de la société civile ont réaffirmé le « rôle central de l'éducation pour permettre aux individus, aux communautés et aux nations de relever efficacement les défis du VIH et du SIDA et pour permettre aux apprenants de se protéger et de protéger les autres du VIH ». Reconnaisant que le VIH et le SIDA ont « une importance à l'échelle mondiale », ils se sont engagés à diverses actions, notamment à « favoriser les partenariats intersectoriels visant à renforcer et à soutenir une réponse globale du secteur éducatif ».¹⁹

Le Conseil exécutif de l'UNESCO a fait d'EDUSIDA, l'initiative mondiale de l'ONUSIDA, dirigée par l'UNESCO, sur l'éducation et le VIH & SIDA, l'une des trois initiatives principales et prioritaires dans le cadre de l'EPT,²⁰ reconnaissant ainsi l'importance d'un engagement global du secteur éducatif dans le cadre de la réponse nationale au VIH au SIDA. EDUSIDA

est lié à ces initiatives principales en vue de la plus grande synergie et du plus grand impact possibles.

EDUSIDA permet à l'UNESCO et à ses partenaires d'aider les pays à mettre en œuvre des programmes complets et de plus grande ampleur relatifs au VIH et au SIDA, portant sur les contenus, les programmes et les matériels d'apprentissage, la formation et le soutien des éducateurs, les politiques, la gestion et les systèmes, et assurant la qualité et la pleine utilisation des approches et points d'entrée, en recourant à l'éducation tant formelle que non formelle.²¹ Ces objectifs sont favorisés par une plus grande collaboration entre les organismes coparrainants de l'ONUSIDA et les principales parties prenantes, notamment les autorités nationales, les ministères (en particulier de l'éducation, des affaires sociales, de la santé et du travail), les institutions bilatérales et les groupes de la société civile au niveau des pays.

Les recherches menées récemment dans plus de 70 pays, dans le cadre d'une « enquête mondiale sur l'état de préparation »²², sur la capacité des secteurs éducatifs nationaux à répondre à l'épidémie montrent que des progrès encourageants ont été réalisés, mais qu'il reste encore beaucoup à faire. L'étude a ainsi révélé que, tandis que près des trois-quarts des ministères de l'éducation participants ont mis en place des structures dédiées de gestion du VIH et du SIDA, un tiers seulement ont adopté une

politique sectorielle spécifique en matière de VIH et de SIDA. En outre, les réponses des secteurs éducatifs nationaux continuent de mettre l'accent sur la prévention du VIH et accordent, par comparaison, peu d'attention au traitement, à la prise en charge, aux soins et au soutien, aux problèmes liés au lieu de travail et à la gestion de l'impact du VIH et du SIDA.²³

Afin de rendre aussi efficaces que possible les efforts d'éducation en matière de VIH et de SIDA, des approches holistiques sont nécessaires, assurant un processus continu entre la prévention et le traitement, la prise en charge, les soins et le soutien. Une telle approche s'accorde bien avec l'objectif d'un accès universel à des programmes complets de prévention du VIH, de traitement, de prise en charge, de soins et de soutien adopté par le Sommet mondial des Nations Unies en 2005 et demandé la même année par le communiqué officiel du sommet annuel du Groupe des Huit pays industrialisés (G8).²⁴ L'élément central de l'accès universel est la reconnaissance claire que la prévention, le traitement, la prise en charge, les soins et le soutien sont mutuellement nécessaires et interdépendants.

EDUSIDA est une initiative multipays de l'ONUSIDA destinée à soutenir la mise en œuvre de réponses globales du secteur éducatif à l'épidémie de VIH et de SIDA. Elle est menée par l'UNESCO avec la collaboration de partenaires de premier plan et en pleine cohérence avec la répartition des tâches adoptée dans le cadre de l'ONUSIDA.

VISION STRATÉGIQUE



Membres du personnel des Nations Unies tenant des parapluies rouges ouverts pour former le ruban rouge du SIDA, la veille de la Réunion de haut niveau sur le SIDA, dans le jardin nord du siège des Nations Unies, le 30 mai 2006. Le ruban rouge est le symbole universel de la solidarité pour répondre au VIH et au SIDA.

La stratégie qui est ici décrite présente la manière dont l'UNESCO entend poursuivre sa contribution à la réponse mondiale au VIH et au SIDA. Il s'agit pour l'Organisation d'un outil opérationnel, conçu pour fournir des orientations, fixer des priorités et encourager l'affectation de ressources appropriées en fonction du progrès de l'épidémie et des récentes évolutions internationales. Cette stratégie ne vise pas à un examen exhaustif du travail accompli dans le passé par l'UNESCO dans ce domaine, car d'autres documents récents sont disponibles sur les diverses activités entreprises par l'UNESCO pour réduire les risques et la vulnérabilité, améliorer la prise en charge des personnes infectées et affectées, et développer les capacités individuelles et institutionnelles en vue de réponses plus efficaces au VIH et au SIDA.²⁵

Les principaux efforts stratégiques de l'UNESCO pour la période à venir entendent se fonder sur les réalisations passées décrites dans les précédentes stratégies de l'UNESCO²⁶ et permettre à l'UNESCO d'assumer les responsabilités qui lui sont dévolues par le mécanisme ONUSIDA de répartition des tâches et le Cadre stratégique 2007-2010 pour le soutien de l'ONUSIDA aux efforts des pays en vue de la réalisation de l'accès universel.²⁷ Il s'agit notamment :

- De donner priorité aux réponses des secteurs éducatifs nationaux au VIH et au SIDA à tous les niveaux, sous toutes les modalités et tout au long du processus continu de prévention, de traitement, de prise en charge, de soins et de soutien, conformément à la répartition des tâches dans le cadre de l'ONUSIDA et aux décisions du Conseil exécutif de l'UNESCO.
- D'accélérer la mise en œuvre d'EDUSIDA en tant que moyen de favoriser un engagement global du secteur éducatif en faveur de la réponse au VIH et au SIDA au niveau national. Cela suppose notamment des approches plus larges en matière d'éducation de qualité (comportant des principes intersectoriels), de contenu, de programmes et de matériels d'apprentissage, de formation et de soutien des éducateurs, de politiques, de gestion et de systèmes, et d'utilisation complète des approches et points d'entrée pertinents.
- D'exploiter les capacités multisectorielles de l'UNESCO pour appuyer la réponse de l'Organisation à l'épidémie, en particulier – mais pas exclusivement – de son travail dans le domaine de l'éducation. (voir Encadré 1).
- De soutenir la mise en œuvre de l'« activité centrale » du programme commun de l'ONUSIDA en abordant les problèmes interconnectés qui empêchent l'accès universel. Cela suppose de passer d'une gestion de crises à une réponse stratégique durable, d'accélérer le changement d'échelle et de repositionner les Nations Unies dans un environnement mondial en évolution.²⁸
- De s'engager dans le processus de réforme des Nations Unies, en particulier dans la réalisation de l'unité des Nations Unies au niveau des pays et d'assurer pleinement la création et la mise en œuvre d'équipes conjointes des Nations Unies sur le SIDA, avec des programmes conjoints d'appui alignés sur les cadres nationaux de lutte contre le SIDA.
- D'aligner toutes les actions afin de contribuer aux autres priorités des Nations Unies en matière d'éducation, en particulier aux objectifs de l'EPT et au Cadre d'action de Dakar, aux OMD relatifs à l'éducation, à la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation (DNUA) et la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable (DEDD).

Encadré 1

Contribution des secteurs de l'UNESCO à l'accès universel

- **Le Secteur de l'éducation** soutient la mise en place et l'intensification de réponses globales du secteur éducatif au VIH et au SIDA par l'intermédiaire d'EDUSIDA et de l'Équipe de travail inter-institutions (ETII) de l'ONUSIDA sur l'éducation.
- **Le Secteur des sciences naturelles** soutient des contenus scientifiques précis et actualisés et engage les institutions d'enseignement supérieur à intégrer le VIH et le SIDA dans leurs programmes scientifiques.
- **Le Secteur des sciences sociales et humaines** soutient la recherche et la conception de politiques consacrées à la lutte contre la discrimination, aux droits de l'homme et aux causes structurelles de la vulnérabilité, en particulier chez les jeunes.
- **Le Secteur de la culture** encourage et soutient la prise en compte des aspects socioculturels et le recours aux arts et à la créativité.
- **Le Secteur de la communication et de l'information** renforce la capacité des professionnels des médias, de la communication et de l'information et des groupes vulnérables à produire, diffuser et utiliser des contenus précis.
- **Le Bureau de la planification stratégique** soutient l'intégration de l'égalité entre les sexes et des perspectives des jeunes à tous les stades du cycle de programmation, de la conceptualisation à l'évaluation.

PRINCIPES

Fondé sur le consensus mondial qui s'exprime quant à la nécessité d'avancer vers un accès universel et d'améliorer la coordination et l'harmonisation des efforts, conformément aux recommandations de l'Équipe spéciale mondiale et à la réforme des Nations Unies actuellement en cours, le travail de l'UNESCO dans le domaine du VIH et du SIDA est orienté par les principes de la cohérence de la concentration, de l'appropriation et du partenariat, de l'efficacité, de la flexibilité et de l'action durable :

- **Cohérence et concentration** : L'UNESCO coordonnera et concentrera ses efforts dans les domaines où elle dispose d'un avantage comparatif et peut fournir la plus grande valeur ajoutée, conformément à la répartition des tâches adoptée dans le cadre de l'ONUSIDA et d'autres recommandations visant à améliorer la coordination, la cohérence, l'efficacité et l'efficience. Les actions visant à réduire la vulnérabilité et à lutter contre la stigmatisation et la discrimination sont essentielles pour le succès des réponses et continueront de se voir accorder la priorité, en particulier dans les pays les plus pauvres et les plus désavantagés, où les besoins sont les plus grands.
- **Appropriation et partenariat** : La programmation de l'UNESCO continuera d'être fondée sur des processus orientés par les pays et visant à réaliser les objectifs de développement adoptés à l'échelle internationale. Cela suppose notamment d'aborder l'impact de l'épidémie sur les individus, les communautés et les institutions dans un contexte de développement d'ensemble et de promouvoir des interventions mises en œuvre selon un processus continu de prévention, de traitement, de prise en charge, de soins et de soutien. L'appui à l'établissement de partenariats et à la coordination au niveau des pays, qui implique les ministères de l'éducation et d'autres organismes gouvernementaux, les organismes coparrainants de l'ONUSIDA et d'autres organisations des Nations Unies, des institutions multilatérales et bilatérales, la société civile, le secteur privé et des réseaux de personnes vivant avec le VIH, reste essentiel pour assurer un dialogue intégrateur en matière de politiques et une programmation alignée sur les priorités nationales du développement.
- **Efficacité** : Afin de promouvoir des réponses efficaces et efficaces, l'UNESCO soutiendra des approches fondées sur les données factuelles disponibles et émergentes, des approches holistiques fondées sur les droits, culturellement appropriées, spécifiques à chaque âge et scientifiquement précises ; elle cherchera à associer d'une manière pertinente les personnes vivant avec le VIH et d'autres partenaires principaux, encouragera et favorisera l'égalité entre les sexes et tirera parti des forces et des capacités sans équivalent de tous ses secteurs.
- **Flexibilité** : La flexibilité et l'adaptabilité permettant de répondre à des besoins qui varient selon les contextes sont essentielles pour définir des priorités stratégiques. L'importance qu'il y a à « connaître son épidémie » a été récemment mise en lumière par l'ONUSIDA²⁹, et l'UNESCO continuera d'ajuster sa réponse à la lumière des données nouvelles et de soutenir des réponses nationales qui tiennent compte de la situation de l'épidémie (voir Figure 2) et des contextes locaux. Les stratégies régionales et les plans de travail nationaux doivent tenir compte de la situation épidémiologique et des tendances émergentes, des facteurs locaux favorables à l'épidémie et des politiques et cadres nationaux et régionaux. De tels efforts doivent être menés à une échelle susceptible de produire un impact significatif sur l'épidémie et ses conséquences.
- **Action durable** : Alors que l'épidémie a plus de 25 ans, le SIDA demeure une crise exceptionnelle et l'action d'urgence menée aujourd'hui doit se poursuivre. Dans le même temps, le SIDA doit être reconnu comme une urgence de long terme qui exigera des décennies d'action stratégique pérenne, avec des efforts concertés visant à l'intégrer au cœur de l'activité de tous les secteurs.³⁰ Les ressources déployées aujourd'hui pour intensifier la prévention du VIH, le traitement, la prise en charge et l'appui ne répondront pas seulement à des besoins à court terme, mais commenceront également à résoudre de nombreux problèmes sous-jacents à l'épidémie de SIDA.

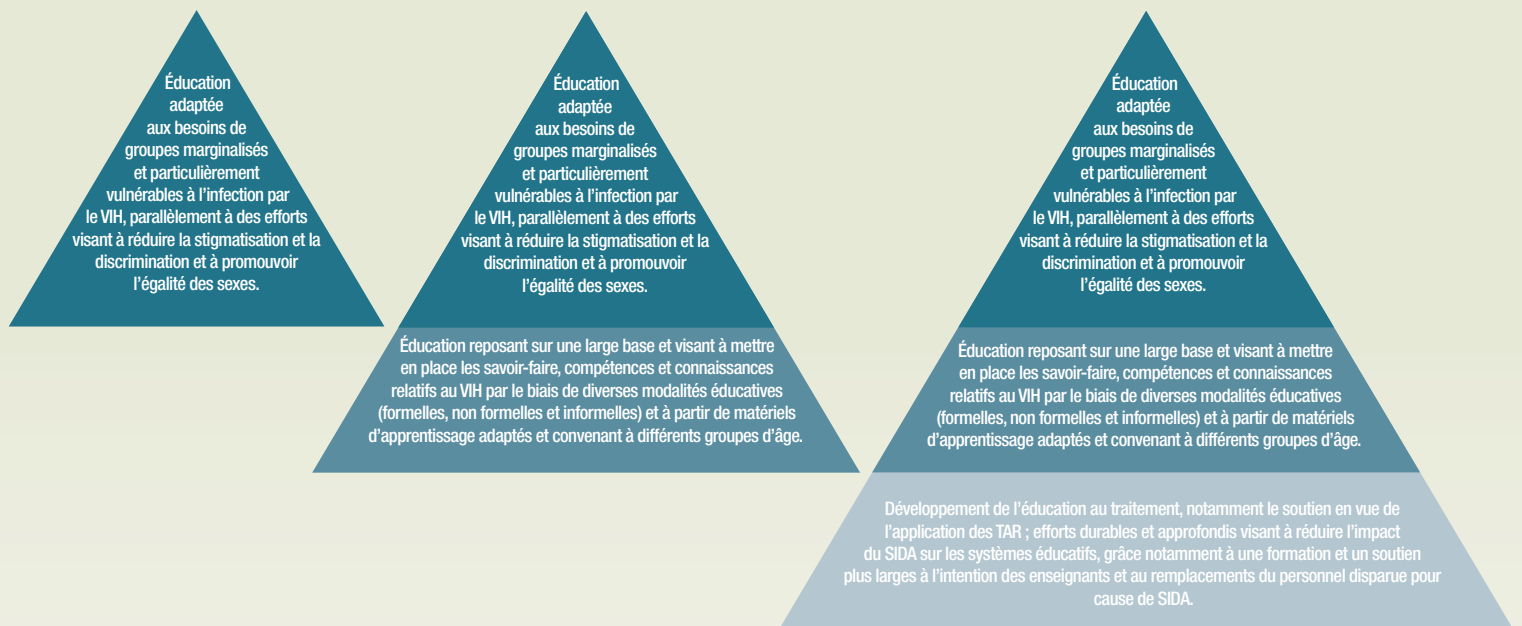


Figure 2: Réponses du secteur éducatif face au VIH et au SIDA selon les différents types épidémiques

Faible

Concentrée

Généralisée



Note : Pour la surveillance épidémiologique, l'ONUSIDA et l'OMS ont réparti l'épidémie de VIH selon les catégories suivantes :

- **peu active** : la prévalence du VIH n'a dépassé d'une manière permanente 5 % dans aucune sous population définie (par exemple les professionnels du sexe, les consommateurs de drogues injectables, les hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes) ;
- **concentrée** : la prévalence du VIH est en permanence supérieure à 5 % pour au moins une sous-population définie et est inférieure à 1 % chez les femmes enceintes dans les zones urbaines ;
- **généralisée** : la prévalence du VIH est en permanence supérieure à 1 % chez les femmes enceintes.

Voir : ONUSIDA et OMS. *Recommandations pour les enquêtes sérologiques sentinelles concernant le VIH : Femmes enceintes et autres groupes*. Groupe de travail ONUSIDA/OMS sur la surveillance mondiale du VIH/SIDA et des IST. Genève : ONUSIDA, 2003. Accès en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : http://www.who.int/hiv/pub/epidemiology/en/guidelinesforconduction_fr.pdf.

Cette typologie élémentaire et consensuelle est employée depuis plus d'une décennie. Récemment, l'ONUSIDA a proposé l'insertion d'une quatrième catégorie : hyperendémique, désignant une prévalence du HIV supérieure à 15 % de l'ensemble de la population. Voir ONUSIDA, 2007. *Practical Guidelines for Intensifying HIV Prevention*. Genève : ONUSIDA. Accès en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : http://data.unaids.org/pub/Manual/2007/20070306_Prevention_Guidelines_Towards_Universal_Access_en.pdf



BUT ET OBJECTIFS

Le but primordial de l'UNESCO est d'aider ses États membres à s'acheminer vers l'accès universel à des programmes complets de prévention du VIH, de traitement, de prise en charge, de soins et de soutien. L'éducation, qui a été identifiée comme un élément principal et un domaine dans lequel l'Organisation dispose d'un avantage comparatif pour soutenir les efforts visant à intensifier l'accès universel, demeurera une priorité de la programmation de l'UNESCO. L'UNESCO reconnaît également que l'accès universel est une étape majeure des efforts visant à atteindre l'OMD consistant à stopper et à renverser la diffusion du VIH d'ici 2015 et d'autres OMD, notamment ceux qui ont trait à l'éradication de la pauvreté, à la mortalité infantile, à la santé maternelle et à l'environnement durable, ainsi que les deux objectifs relatifs à l'éducation.³¹



Tirant parti des forces et des ressources de ses secteurs, instituts et bureaux hors Siège, les objectifs de l'UNESCO sont de :

- Renforcer le collecte de données factuelles et améliorer les réponses des États membres en termes de politiques et de programmes en documentant et en diffusant les bonnes pratiques et en encourageant leur utilisation et leur application ; en assurant le suivi et l'évaluation des projets, des tendances et de l'impact, ainsi qu'en jouant un rôle de sensibilisation et en fournissant une assistance technique favorisant des réponses au VIH et au SIDA fondées sur des données probantes.
- Renforcer la capacité des États membres à mettre en œuvre des réponses globales et de plus grande ampleur au VIH et au SIDA, en particulier dans le secteur éducatif, fondées sur les données disponibles et sur une large concertation avec les principaux partenaires, mises en œuvre par l'intermédiaire d'alliances et de partenariats stratégiques à tous les niveaux et faisant l'objet d'une évaluation d'impact.
- Promouvoir un engagement multisectoriel pleinement efficace, ainsi que la coordination et l'harmonisation des réponses des États membres au SIDA, conformément au mécanisme de répartition des tâches adopté dans le cadre de l'ONUSIDA et à d'autres recommandations visant à améliorer l'harmonisation et l'alignement avec les priorités nationales.



ACTIONS PRINCIPALES MENÉES DANS LE CADRE DE LA RÉPONSE DE L'UNESCO

« L'action ne doit pas seulement s'étendre de manière significative, mais elle doit être stratégique, focalisée et durable pour faire en sorte que l'argent atteigne ceux qui en ont le plus besoin ». Dr Peter Piot, Directeur exécutif de l'ONUSIDA³²

L'UNESCO continuera de jouer un rôle normatif, analytique et de plaidoyer et d'entreprendre une programmation opérationnelle afin d'aider les États membres à prévenir de nouvelles infections par le VIH et à développer les capacités des individus, des familles, des communautés, des institutions et des nations à surmonter l'impact du SIDA. Les cinq actions principales identifiées dans la présente stratégie de réponse de l'UNESCO au VIH et au SIDA sont conformes au récent document d'orientation politique de l'ONUSIDA intitulé *Intensification de la prévention du VIH*³³, respectent le mécanisme de répartition des tâches de l'ONUSIDA, reflètent la priorité que l'UNESCO accorde aux réponses du secteur éducatif à l'épidémie et tirent parti des avantages comparatifs et des partenariats de l'UNESCO aux niveaux national, régional et mondial.

1. Plaidoyer et soutien en faveur de politiques et de pratiques fondées sur des données factuelles

Jusqu'à présent, le SIDA a trop souvent été considéré comme une question de santé publique plutôt que comme une question de développement, à laquelle les secteurs éducatifs nationaux doivent répondre d'une manière globale afin de remplir leur mandat.³⁴ La crédibilité de l'UNESCO, les relations étroites qu'elle entretient avec les hauts responsables de l'éducation et son implication dans l'ONUSIDA la placent dans une position favorable pour mener aux niveaux national, régional et mondial des actions de plaidoyer sur le rôle important que l'éducation peut jouer dans les réponses nationales au VIH et au SIDA.

Ce rôle de plaidoyer est essentiel pour une meilleure coordination des réponses nationales et pour une mobilisation adéquate des ressources en vue de traiter les priorités identifiées. L'UNESCO cherche à faire en sorte que les réponses éducatives soient des éléments de plus en plus importants des stratégies et des actions au niveau des pays et que ce mouvement se traduise par une augmentation des budgets

alloués au secteur éducatif à cette fin. Un point d'entrée essentiel à cet effet consiste à soutenir l'intégration du VIH et du SIDA dans les politiques et cadres d'action du secteur éducatif ; tels que les plans nationaux de l'EPT et de l'Initiative de mise en œuvre accélérée (IMOA) et d'autres cadres nationaux de développement, tels que les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP), le Plan-cadre des Nations unies pour l'aide au développement (PNUAD) et les plans nationaux de lutte contre le SIDA.

**« Personne ne vient près de moi, personne ne déjeune avec moi, personne ne veut me parler après l'école depuis qu'ils ont découvert que ma mère est malade. »
Un enfant en Inde³⁵**

L'UNESCO reconnaît également qu'il existe un besoin primordial d'engagement politique fort à tous les niveaux et de large mobilisation sociale pour mettre fin à la stigmatisation, au silence et au déni et pour changer les normes socio-culturelles, les croyances, les rôles et les pratiques qui augmentent la vulnérabilité au VIH (voir Encadré 2). Pour ce faire, l'UNESCO soutient la mise en place de politiques et de pratiques fondées sur des données factuelles en synthétisant les enseignements tirés des expériences antérieures et de l'application et de l'utilisation de l'information stratégique. Cela suppose notamment des efforts dans les domaines des médias, de la communication et de l'information en vue d'accroître la visibilité des problèmes liés au VIH et au SIDA, de stimuler la parole publique et de susciter l'appropriation, la participation et la responsabilité par rapport aux actions.

communication et de l'information en vue d'accroître la visibilité des problèmes liés au VIH et au SIDA, de stimuler la parole publique et de susciter l'appropriation, la participation et la responsabilité par rapport aux actions.

Encadré 2

Le plaidoyer en faveur de l'intégration de la question du genre dans les politiques et la programmation

L'UNESCO reconnaît que les rôles et les relations associés à l'un et l'autre sexe ont une influence importante sur le cours et sur l'impact de l'épidémie de SIDA dans toutes les régions du monde. Les inégalités entre les sexes ont une incidence sur la capacité des individus et des communautés à prévenir l'infection par le VIH, à avoir accès à des services de prévention, de traitement, de prise en charge, de soins et de soutien et à faire face efficacement à l'impact du SIDA. La « féminisation » croissante de l'épidémie exige des interventions visant à aborder et à rectifier la dynamique de genre qui sous-tend la diffusion du VIH et l'UNESCO soutient une politique de tolérance zéro face à la violence envers les femmes, la violence sexuelle et la coercition sexuelle.

L'UNESCO soutient une approche fondée sur l'égalité entre les sexes et sur les droits en matière de planification, de mise en œuvre et de suivi et d'évaluation des politiques, programmes, travaux de recherche et autres activités. Il s'agit notamment :

- de répondre aux besoins spécifiques des hommes et des femmes selon leur sexe et leur âge, et de prendre en compte leur vulnérabilité dans des contextes sociaux et culturels spécifiques ;

- de soutenir l'évolution des rôles affectés à chaque sexe et l'établissement de relations équitables entre les sexes afin de résorber les déséquilibres de pouvoir entre les sexes, de promouvoir la responsabilité et de réduire la violence envers les femmes et les filles ;
- d'autonomiser les femmes, les filles et les autres groupes vulnérables par des actions faisant progresser l'alphabétisme, les savoir-faire et les possibilités de gagner sa vie ;
- de promouvoir le respect de la diversité sexuelle et des attitudes et comportements non discriminatoires envers les personnes attirées par des personnes du même sexe, les personnes ayant une orientation sexuelle différente et les personnes transgenre ; et
- de soutenir la mise en place et le maintien de la volonté politique et du leadership nécessaires pour créer un environnement politique favorable à l'intégration durable des considérations d'égalité entre les sexes dans les politiques et programmes relatifs au VIH et au SIDA à tous les niveaux.

L'UNESCO, en collaboration avec ses partenaires, continuera de :

- Plaider pour des approches globales incluant la prévention, le traitement, la prise en charge, les soins et le soutien, les problèmes liés au lieu de travail et la gestion efficace de la réponse. Toutes les interventions menées au niveau des pays s'attacheront particulièrement à répondre aux besoins des personnes les plus exposées au risque et les plus vulnérables à l'infection par le VIH, et à s'adapter avec souplesse aux aspects différents que revêt l'épidémie selon les pays.
- Soutenir la diffusion et l'utilisation de l'information stratégique et d'autres éléments à des fins d'élaboration de politiques et de planification, notamment par le biais des médias, de la communication et de l'information.
- Aider les États membres à intégrer le VIH et le SIDA dans les cadres nationaux (par exemple les plans nationaux de l'EPT et de l'IMOA, les DSRP, les politiques et les plans sectoriels) afin de garantir une action multisectorielle et un engagement durable et à long terme.
- Encourager les États membres à promouvoir une couverture, une intensité, une qualité, une intégration, un impact et une pérennité suffisants de la réponse par la conception et la mise en œuvre de politiques, de cadres et de programmes.

2. Conseil en matière de politiques et de programmes

L'UNESCO intensifiera son action de conseil en matière de politiques et de programmes auprès des ministères, des organisations non gouvernementales et d'autres partenaires impliqués dans l'éducation, la science, culture, la communication et la formation, en vue de favoriser des réponses nationales au VIH et au SIDA hiérarchisées et formulées en fonction de l'évolution de l'épidémie, fondées sur des données factuelles et intégrées dans des cadres de développement plus larges. Il conviendra pour cela :

- a) de documenter les bonnes pratiques et les leçons de l'expérience en vue d'appliquer les connaissances acquises à la conception et à la mise en œuvre de politiques et de programmes (voir Encadré 3) ;
- b) d'établir des programmes de recherche hiérarchisés permettant de fournir des conseils sur les nouvelles évolutions et les principaux problèmes, de renforcer la collecte de données factuelles et d'identifier les principales lacunes en termes de connaissances et de pratiques ; et
- c) de fournir un conseil opérationnel pour la mise en œuvre des actions (voir Encadré 4).

Encadré 3

Dépistage du VIH et protection des droits de l'homme

Selon l'ONUSIDA, 12 % seulement des personnes souhaitant connaître leur statut sérologique font actuellement l'objet d'un dépistage.³⁶ L'UNESCO encourage le développement et la promotion du dépistage du VIH dans le cadre de l'engagement pris en faveur d'un accès universel à des programmes de prévention du VIH, de traitement, de prise en charge, de soins et de soutien. Cette démarche a été récemment confirmée lors de l'Assemblée générale des Nations Unies en novembre 2006, dans le cadre du suivi de la mise en œuvre de la Déclaration d'engagement sur le VIH/SIDA.³⁷

L'UNESCO reconnaît que les contextes dans lesquels le dépistage est proposé sont très variés et que ces différences ont une forte incidence sur le choix de se soumettre ou non à un test. Lorsque la stigmatisation et la discrimination sont importantes, lorsque l'inégalité entre les sexes est marquée et lorsque l'accès aux traitements et aux autres services liés au VIH se trouve être limité ou inexistant, l'UNESCO encourage les États membres à tenir compte de ces circonstances dans les stratégies locales et nationales de dépistage du VIH.

L'UNESCO recommande également d'accorder une attention toute particulière aux conditions préalables au dépistage, notamment à l'accès au traitement et à d'autres services relatifs au VIH, à la protection contre la discrimination et les mauvais traitements qui peuvent être liés à la séropositivité, ainsi qu'à la protection qui doit être assurée aux populations-clés de la dynamique de l'épidémie, notamment aux consommateurs de drogues injectables, aux hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes, aux professionnels du sexe, aux femmes et à d'autres populations vulnérables. Il importe de souligner que la pleine réalisation du « consentement éclairé », qui permet à la personne concernée de comprendre clairement les implications du test de dépistage du VIH, s'inscrit dans le cadre du conseil préalable au dépistage et constitue un principe éthique qui ne doit faire l'objet d'aucun compromis.

L'histoire de l'épidémie a montré qu'une protection absolue des droits de l'homme est essentielle : ni la pression des pairs, ni aucune autre forme de coercition ne doivent être utilisées pour pousser quiconque à se soumettre à un test si cette personne ne se sent pas prête ou craint les conséquences sociales d'un résultat positif. Les inquiétudes quant aux dénis et violations possibles des droits des personnes à la suite de la violation de la confidentialité de leur statut sérologique doivent également être prises très au sérieux.

Encadré 4

Intégrer les besoins des jeunes

En tant qu'organisation pilote pour la prévention du VIH destinée aux jeunes dans les établissements d'enseignement, et partenaire principal de la prévention auprès des jeunes dans des environnements non scolaires, l'UNESCO s'est engagée à intégrer les besoins spécifiques des jeunes à tous les stades de la planification, de la mise en œuvre et de l'évaluation des politiques et des programmes consacrés au VIH et au SIDA. Il s'agit notamment de :

- Concevoir des outils d'éducation, d'information et de sensibilisation qui soient appropriés et actualisés, en coopération avec les jeunes et leurs organisations, afin de faciliter l'accès de tous les jeunes à une information et à une éducation claires, culturellement adaptées et s'abstenant de jugements de valeur.

- Sensibiliser les jeunes aux occasions d'apprentissage pertinentes (notamment en matière de prévention du VIH, d'accès aux soins et à l'éducation au traitement et de savoir-faire nécessaires à la vie courante) en s'appuyant sur le potentiel des environnements d'apprentissage tant formels que non formels.

- Mobiliser des partenariats avec les jeunes et avec les organisations de jeunes et d'étudiants, afin d'impliquer les jeunes et de leur donner les moyens de faire des choix informés, d'agir et d'adopter des attitudes et des comportements responsables.

- Soutenir des initiatives favorisant une participation pertinente des jeunes aux politiques et à la programmation en matière de VIH et de SIDA à tous les niveaux.

Compte tenu de l'engagement pris par l'UNESCO en faveur des réponses du secteur éducatif au VIH et au SIDA et de la priorité qu'elle leur accorde, un domaine d'action stratégique consistera à soutenir l'élaboration et la mise en œuvre de politiques relatives au VIH et au SIDA dans le secteur éducatif. À cette fin, il s'agira notamment de soutenir la conception et la mise en œuvre de :

- Politiques consacrées à l'incidence de l'épidémie de VIH sur l'offre, la demande, la qualité et les résultats du secteur.

- Politiques consacrées au lieu de travail et aux ressources humaines visant à minimiser la vulnérabilité et la susceptibilité du secteur au VIH et au SIDA, à protéger les droits des employés et à faire respecter des politiques de non-discrimination en matière de recrutement, d'avancement, de continuité de l'emploi et de prestations sociales.

- Politiques consacrées à la prévention, au traitement, à la prise en charge, les soins et le soutien, aux problèmes liés au lieu de travail et à la gestion d'ensemble de la réponse (sur le travail réalisé dans ce domaine, voir Encadré 7, page 28).

L'UNESCO encouragera également une plus grande intégration des réponses du secteur éducatif dans les cadres politiques et dans son action de conseil à l'échelle nationale, en favorisant un engagement plein et entier du secteur éducatif dans les réponses nationales à l'épidémie.

L'UNESCO reconnaît également que, quelle que soit la qualité d'une politique, un plan reste nécessaire pour soutenir sa mise en œuvre et son application. L'UNESCO encouragera la mise en œuvre de plans sectoriels d'éducation réalistes, chiffrés et hiérarchisés destinés à répondre au VIH et au SIDA, reposant sur une large consultation avec les gouvernements, la société civile, le secteur privé et d'autres partenaires, et intégrés dans les processus existants.

L'UNESCO, en collaboration avec ses partenaires, continuera de se concentrer sur :

- L'aide aux États membres pour la mise en place d'une politique holistique d'éducation en matière de VIH et de SIDA (prenant en compte la prévention, le traitement, la prise en charge, les soins et le soutien, les problèmes liés au lieu de travail et la gestion de la réponse) et l'examen et la révision réguliers de cette politique.

- La promotion de la conception de plans de mise en œuvre assortis d'un calendrier, hiérarchisés et chiffrés, reposant sur des processus consultatifs et destinés à mobiliser les ressources et à coordonner les activités entre tous les secteurs.

- Le renforcement des capacités à tous les niveaux en matière de conception de politiques de décision et de programmation fondées sur l'information et reposant sur des données factuelles.

3. Appui technique et renforcement des capacités

L'UNESCO facilitera, par l'intermédiaire de son réseau d'instituts et de bureaux régionaux, multipays et nationaux, ainsi que par son partenariat avec d'autres organismes coparrainants de l'ONUSIDA, organisations de la société civile et partenaires du développement, l'accès des États membres à un appui technique et à un renforcement des capacités durables en vue de la mise en œuvre de réponses globales du secteur éducatif face au VIH et au SIDA (pour un exemple du soutien de l'UNESCO dans ce domaine, voir Encadré 5).

L'UNESCO continuera également à identifier et à renforcer des synergies avec d'autres actions et d'autres cadres en vue d'assurer une base solide aux capacités humaines et institutionnelles à tous les niveaux, en recourant à toutes les structures et modalités possibles. Il s'agit par exemple de renforcer les liens avec d'autres initiatives telles que la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable (DEDD), l'Initiative pour la formation des enseignants en Afrique subsaharienne (TTISSA), le partenariat Concentrer les ressources sur une santé scolaire efficace (FRESH), le partenariat EPT-IMOA et les cadres opérationnels au niveau national tel que les « Trois principes », le PNUAD et les Équipes nationales et régionales des Nations Unies pour le VIH et le SIDA (voir Encadré 6).³⁸

Il importe également de souligner que l'UNESCO renforcera ses capacités internes en suscitant régulièrement des occasions de renforcement des connaissances et des savoir-faire, en facilitant la communication et la coordination et en allouant des ressources suffisantes (notamment humaines, matérielles et financières) aux programmes et aux interventions. Le Comité VIH/SIDA sur les lieux de travail à l'UNESCO a contribué à mettre en place une politique en matière de VIH et de SIDA sur le lieu de travail qui offre un cadre important aux efforts de l'UNESCO visant à faire de son lieu de travail un environnement plus sûr et plus protecteur. L'objectif de cette politique est que tous les employés « soient sensibilisés au VIH et au SIDA ainsi qu'aux modes de transmission du VIH et à sa prévention, aient un accès suffisant à l'information relative au VIH et au SIDA, à la prise en charge, aux soins et au soutien, reçoivent des garanties suffisantes de confidentialité, soient protégés des discriminations liées à une infection, réelle ou supposée, par le VIH et créent un environnement de travail favorable ».³⁹ Des sessions d'orientation organisées au siège de l'UNESCO sur le VIH et le SIDA sur le lieu de travail et des formations organisées par les Nations Unies pour le personnel des bureaux hors Siège contribuent à la sensibilisation, renforcent les compétences et réduisent la stigmatisation et la discrimination liées au VIH et au SIDA. L'UNESCO est également un partenaire actif du programme « UN Cares » des Nations Unies, qui vise à offrir éducation, soins et soutien aux employés des Nations Unies à travers le monde.

Encadré 5

Lutter contre la stigmatisation et la discrimination

L'opinion est de plus en plus largement consciente des effets néfastes de la stigmatisation et de la discrimination et des obstacles puissants qu'elles représentent pour empêcher la population d'accéder aux services de prévention du VIH, de traitement, de prise en charge, de soins et de soutien. La stigmatisation et la discrimination associées au VIH se fondent sur d'autres formes de discrimination liées à l'âge, à la sexualité, au sexe, aux origines ethniques et aux revenus, et les renforcent. Ainsi, les consommateurs de drogues injectables, les hommes qui ont des relations sexuelles avec des hommes et les professionnels du sexe sont souvent confrontés à une discrimination sociale et économique, à des préjugés et à des violations de leurs droits humains qui augmentent d'avantage leur vulnérabilité au VIH.

Les stratégies visant à surmonter la stigmatisation et la discrimination doivent être un aspect central des

réponses face à l'épidémie. L'UNESCO intégrera la sensibilisation à la stigmatisation et à la discrimination dans le cadre de l'appui technique qu'elle dispense et de son travail de renforcement des capacités, et s'emploiera activement à identifier des moyens efficaces de résoudre les problèmes posés par cette situation. Il s'agira notamment d'aider les États membres à éviter des réponses qui renforceraient ou favoriseraient involontairement la stigmatisation et la discrimination. L'éducation destinée à permettre aux individus et aux communautés de comprendre les formes que peuvent prendre la stigmatisation et la discrimination et à les doter des savoirs et des compétences leur permettant de les prévenir sera un élément crucial du soutien de l'UNESCO, ainsi que d'autres actions identifiées par l'UNESCO dans sa *Stratégie intégrée de lutte contre le racisme, la discrimination et l'intolérance*.



« Former les enseignants à l'enseignement relatif au VIH et au SIDA doit être une haute priorité. La formation des enseignants, tant préalable que continue, devrait comprendre des modules obligatoires portant sur le VIH et le SIDA et faisant l'objet d'une évaluation. Le VIH et le SIDA ne doivent pas être enseignés à part, mais dans le cadre plus large d'un enseignement consacré à la santé sexuelle et génétique, culturellement adapté et fondé sur une information scientifique précise, et non pas orienté par l'idéologie. »

Margaret Wembete, Fondatrice/Présidente, Kenya Network of HIV Positive Teachers (KENEPOTE)⁴⁰

L'UNESCO, en coopération avec ses partenaires, intensifiera le soutien au renforcement et à l'amélioration des capacités à divers niveaux :

- Au niveau individuel, dans le cadre du processus continu qu'est l'apprentissage tout au long de la vie, en favorisant le développement des connaissances, en adoptant des pratiques et en promouvant des attitudes propres à réduire la vulnérabilité et à promouvoir l'intégration des personnes affectées ou infectées par le VIH et l'appui qui leur est offert. Il s'agit notamment d'aider les enseignants et les autres membres du personnel de l'éducation à faire face au VIH et au SIDA dans leur propre vie et dans celle des élèves qu'ils instruisent et accompagnent.
- Au niveau des communautés, en fournissant des informations et en favorisant l'échange par la communication, notamment en renforçant les capacités locales à utiliser efficacement les outils d'information et de communication, en développant et enrichissant les partenariats stratégiques et en assurant une coordination propre à garantir la prestation ininterrompue de services de haute qualité dans les domaines de la prévention du VIH, du traitement, de la prise en charge, des soins et du soutien.
- Au niveau systémique, en perfectionnant les capacités de collecte, d'analyse, de diffusion et d'utilisation des données, en mettant en place et en soutenant l'adaptation et l'utilisation d'orientations normatives, de normes, de manuels et d'autres outils d'appui à la mise en œuvre, ainsi qu'en encourageant la mise en place d'un programme de réponse globale et holistique, comprenant notamment la prévention, le traitement, la prise en charge, les soins et le soutien, les questions liées au lieu de travail et la gestion de la réponse.
- Au niveau des politiques, en apportant aux ministères de l'éducation et à leurs correspondants dans la société civile un appui en matière d'analyse de situations et de planification stratégique, de gestion et de budget, ainsi que de coordination et de consultation des parties prenantes en vue d'assurer un engagement et un consensus de grande ampleur.

4. Coordination et harmonisation

L'UNESCO est fortement engagée en faveur des recommandations de l'Équipe spéciale mondiale, du mécanisme de répartition des tâches dans le cadre de l'ONUSIDA et des efforts entrepris dans le contexte de la réforme des Nations Unies en vue d'améliorer la coordination, en particulier au sein du système multilatéral, de résorber les doubles emplois et les lacunes de la programmation, de proposer des moyens de recentrer, de simplifier et d'harmoniser les procédures et les pratiques afin d'améliorer l'efficacité de la réponse des pays au SIDA, et de soutenir l'intensification de l'information et des services tout au long du processus continu que représentent la prévention, le traitement, la prise en charge, les soins et le soutien.⁴¹

L'UNESCO continuera également à assurer un leadership et une coordination efficace des ressources mondiales qui peuvent être consacrées, au niveau des pays, à aider les États membres à faire face au VIH et au SIDA, grâce à l'ONUSIDA et à d'autres mécanismes. Par l'intermédiaire d'EDUSIDA, l'UNESCO contribue à établir des liens entre le travail de nombreux partenaires pour produire une série d'actions, de programmes et de politiques ayant leur cohésion et leur cohérence au niveau national et soutenant des évaluations et des plans d'action au niveau des pays (voir Encadré 6).⁴²

L'UNESCO élargira également son appui, par l'intermédiaire d'EDUSIDA et d'autres mécanismes, à la coordination au niveau des pays, grâce à l'engagement de ses partenaires en matière d'analyse, de planification, de mise en œuvre et d'évaluation des activités. Il est clair que l'amélioration de la coordination au sein du secteur est nécessaire, mais insuffisante – l'UNESCO soutiendra également l'amélioration de l'intégration du secteur éducatif aux efforts multisectoriels visant à relever les défis du VIH et du SIDA.

L'UNESCO, en coopération avec ses partenaires, continuera de :

- Soutenir l'alignement et l'harmonisation par son implication, en qualité d'organisme coparrainant de l'ONUSIDA et à l'aide des cadres adoptés, tels que l'effort de l'ONUSIDA en faveur d'un accès universel à des programmes complets de prévention du VIH, de traitement, de prise en charge, des soins et de soutien, la réforme des Nations Unies, l'EPT et les OMD.
- Favoriser les liens et les synergies avec des initiatives semblables et à renforcer les partenariats et les alliances stratégiques, par exemple en assurant la coordination de l'Équipe de travail inter-institutions (ETII) de l'ONUSIDA sur l'éducation et en participant à d'autres équipes spéciales et réseaux de l'ONUSIDA.
- Soutenir la coordination au niveau des pays en travaillant dans le cadre de mandats ayant fait l'objet d'un accord, tels que les « Trois principes », le PNUAD et, lorsqu'elles existent, les équipes conjointes de pays ou régionales sur le VIH et le SIDA.
- Soutenir la coordination interne au sein des secteurs de l'éducation, des sciences naturelles, des sciences sociales et humaines, de la culture et de la communication et de l'information, des instituts et des bureaux régionaux, multipays et nationaux de l'UNESCO en vue de la conception, de la mise en œuvre et de l'évaluation de l'appui apporté par l'UNESCO aux réponses nationales, et à renforcer les liens entre les initiatives principales de l'UNESCO en matière d'EPT (EDUSIDA, LIFE et TTISSA), afin de renforcer et d'approfondir l'attention accordée au VIH et au SIDA dans le cadre de l'EPT.

Encadré 6

Maximiser les occasions de synergies : EDUSIDA et autres initiatives majeures dans le domaine du VIH et du SIDA

EDUSIDA reposant fortement sur les principes de l'action conjointe, l'UNESCO a commandité en 2006 un examen visant à identifier les opportunités de collaboration et de coordination (à l'échelle nationale et mondiale) entre diverses actions relatives au VIH et au SIDA actuellement menées dans le secteur éducatif et l'initiative EDUSIDA.

L'étude a constaté qu'EDUSIDA complète le travail de nombreuses autres initiatives et peut combler d'importantes lacunes qui se révèlent dans les actions en cours. EDUSIDA a également été identifié comme un cadre important de progrès sur des priorités et dans

des domaines d'action collectifs. L'UNESCO reste engagée à renforcer les synergies et les liens entre ces initiatives, en vue de maximiser les opportunités et l'impact au niveau des pays.

Source : UNESCO. *Linking EDUCAIDS with other On-going Initiatives: An Overview of Opportunities - An Assessment of Challenges*. Paris : UNESCO, 2006. Accès en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001479/147916E.pdf>

5. Suivi, mesure et évaluation des progrès

L'UNESCO continuera de travailler avec ses partenaires au suivi, à la mesure et à l'évaluation des tendances de l'épidémie, de la couverture, de la qualité et de l'efficacité des programmes, des progrès en direction des objectifs et engagements adoptés et de l'impact du SIDA sur les individus et les systèmes. Dans la mesure du possible, l'UNESCO fondera sa programmation sur les évaluations réalisées en consultation avec les partenaires nationaux et les autres parties prenantes, en vue d'éviter les doubles emplois, d'encourager la coordination et de contribuer à la mise en œuvre de réponses holistiques.

L'UNESCO améliorera également les capacités des États membres en matière de suivi, de mesure et d'évaluation des progrès, par exemple en renforçant les capacités des planificateurs de l'éducation en matière de prévision et de gestion de l'impact du VIH et du SIDA sur les systèmes et sous-systèmes éducatifs. Ce travail sera entrepris dans le cadre des mécanismes de suivi existant au niveau des pays, dans le contexte des « Trois principes » et en lien avec les systèmes de données existants et les autres exercices de compilation de données, tels que le Rapport mondial de suivi sur l'EPT publié chaque année.

En collaboration avec ses partenaires, l'UNESCO continuera de :

- Soutenir la conception, l'adaptation et l'utilisation d'instruments permettant l'analyse des situations et l'évaluation des besoins, ainsi que le suivi et l'évaluation des politiques et des pratiques.
- Travailler dans le cadre de mécanismes ayant fait l'objet d'un accord, afin d'éviter les doubles emplois et l'ajout de processus pesants et de permettre une utilisation efficace et efficiente des ressources, des actions rapides et une gestion fondée sur les résultats.
- Synthétiser les leçons tirées de l'expérience et les bonnes politiques et pratiques en matière de suivi et d'évaluation, de partage des connaissances et de responsabilité, afin de contribuer à fonder sur des données factuelles la conception des politiques, la planification et la mise en œuvre des programmes.



COMMENT L'UNESCO METTRA EN ŒUVRE LA STRATÉGIE

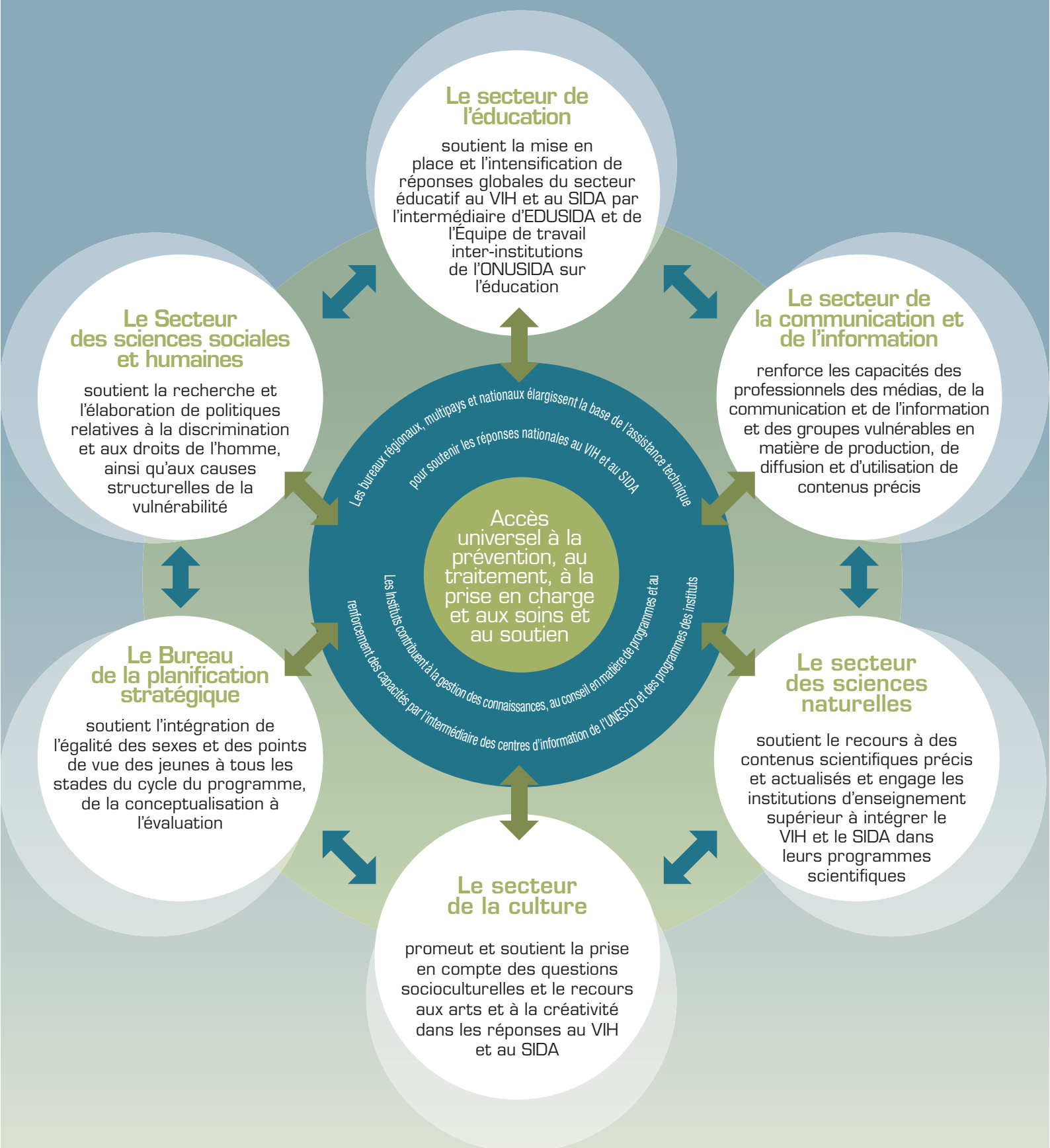
La combinaison spécifique de compétences dont dispose l'UNESCO dans les domaines de l'éducation, des sciences naturelles, des sciences sociales et humaines, de la culture et de la communication et de l'information lui donne une capacité interdisciplinaire, organisationnelle et technique particulièrement propre à lui permettre de contribuer à la réalisation de l'accès universel, à des programmes complets de prévention du VIH, de traitement, de prise en charge, de soins et de soutien. Chaque secteur, chaque institut, chaque bureau régional, multipays et national de l'UNESCO a contribué à renforcer la réponse au VIH et au SIDA – et continue de le faire – par des approches stratégiques et complémentaires (voir Figure 3).

L'éducation ayant été identifiée comme la clé de la réponse et un domaine dans lequel l'UNESCO dispose d'un avantage comparatif, une grande partie des actions de l'UNESCO s'attachent particulièrement à l'utiliser pour réduire le risque et la vulnérabilité et pour renforcer les systèmes. Les collaborations entre les secteurs, les instituts et les bureaux hors Siège ont permis des réponses coordonnées et holistiques et continueront d'être encouragées. Ainsi, le Secteur de la culture travaille avec le Secteur de l'éducation, le Bureau de la planification stratégique et les bureaux hors Siège pour faire en sorte que les normes, les croyances, les rôles et les pratiques culturelles ne soient pas considérées seulement comme des obstacles, mais également comme des ressources précieuses à mobiliser face à l'épidémie, et pour que les programmes soient culturellement adaptés.

L'UNESCO a également mis en place divers mécanismes internes permettant la coordination et la communication intersectorielles, ainsi que le renforcement des partenariats et l'élargissement de la coordination. Ces mécanismes sont notamment les suivants :

- La coordination de l'ensemble du travail de l'UNESCO sur le VIH et le SIDA, basée au Secteur de l'éducation, est supervisée par le Coordonnateur général de l'UNESCO pour le VIH et le SIDA, avec le soutien du Point focal de l'UNESCO pour le VIH et le SIDA. Cette fonction assure la cohérence d'ensemble du programme de l'UNESCO sur le VIH et le SIDA et la coordination inter-institutions dans le cadre de l'ONUSIDA.
- Un Groupe consultatif sur le VIH et le SIDA, composé de personnels de tous les secteurs de l'UNESCO, se réunit mensuellement pour coordonner et harmoniser les actions de l'UNESCO relatives au VIH et au SIDA. Des points focaux sectoriels pour le VIH et le SIDA sont chargés d'assurer une communication et une coordination à double sens entre les secteurs et avec l'organe de coordination de l'UNESCO. L'UNESCO a également renforcé récemment les points focaux régionaux pour le VIH/SIDA afin de promouvoir la collaboration et les échanges de communication avec les bureaux hors Siège et entre les organismes coparrainants de l'ONUSIDA, la société civile et d'autres acteurs.

Figure 3 : Comment l'UNESCO intègre le VIH et le SIDA dans tous ses secteurs afin de promouvoir l'accès universel à la prévention, au traitement, à la prise en charge, aux soins et au soutien



Encadré 7

Exemples d'exploitation par l'UNESCO des forces disponibles à l'échelle inter-institutions en vue de garantir une réponse globale du secteur éducatif au VIH et au SIDA

L'UNESCO collabore avec l'OIT pour mettre en place des politiques applicables sur le lieu de travail dans le secteur éducatif en vue d'aider les pays à répondre au VIH et au SIDA sur le lieu de travail. Des ateliers tripartites organisés dans les Caraïbes et en Afrique australe ont donné lieu à l'élaboration de politiques régionales qui ont été publiées et largement diffusées.⁴³

L'UNESCO collabore avec l'OMS en matière d'éducation au traitement du VIH et du SIDA. Les deux institutions ont coparrainé une consultation technique⁴⁴ en novembre 2005, réunissant des praticiens disposant d'une expérience technique dans le domaine de l'éducation au traitement, issus d'institutions gouvernementales, d'ONG internationales et locales, d'institutions des Nations

Unies et de réseaux de personnes vivant avec le VIH. Sur la base de cette consultation, les deux institutions ont signé en 2006 un accord formalisant leur collaboration dans ce domaine technique.

En collaboration avec l'UNHCR, l'UNESCO soutient les réponses éducatives au VIH et au SIDA pour les réfugiés et les personnes déplacées. Un récent document de travail destiné aux décideurs⁴⁵ et, prochainement, des actions de conseil et du matériel contribueront à faciliter la formulation et la mise en œuvre de politiques et de programmes d'éducation visant à répondre aux besoins des réfugiés et des personnes déplacées en matière de prévention, de traitement, de prise en charge, de soins et de soutien.

Le travail de l'UNESCO est également entrepris en collaboration avec les autres institutions des Nations Unies, au moyen d'une implication active dans le programme de l'ONUSIDA et de partenariats inter-institutions sur des actions spécifiques (voir Encadré 7). Les ETII de l'ONUSIDA se sont révélées être de précieux vecteurs de mise en œuvre, tirant parti de la force collective dont disposent ces institutions dans différents domaines, tels que le conseil et le dépistage sur une base de volontariat, la prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant et l'usage de drogues, ainsi que pour des groupes clés tels que les jeunes et les enfants touchés par le SIDA.

ETII de l'ONUSIDA sur l'éducation, créée en 2002 et coordonnée par UNESCO, continue à soutenir l'accélération et l'amélioration des réponses du secteur éducatif au VIH et au SIDA. L'ETII a récemment commandité une *Enquête mondiale sur l'état de préparation du secteur éducatif face au VIH et au SIDA*.⁴⁶ Les ministères de l'éducation de plus de 70 pays et des organisations de la société civile de 18 pays ont analysé l'impact du SIDA sur l'éducation, identifiant les

domaines dans lesquels des progrès étaient possibles et les faiblesses des réponses mise en œuvre jusqu'à présent. Selon les ministères, les partenaires du développement et les organismes coparrainants de l'ONUSIDA, ce rapport est une référence utile pour le suivi et l'évaluation, ainsi que pour la promotion de réponses globales du secteur éducatif au VIH et au SIDA.

Au niveau régional, des mécanismes de collaboration ont été établis en vue d'aider les pays à préparer et à mettre en œuvre les éléments de leurs plans d'action nationaux qui ont trait au VIH et au SIDA. Dans les zones où des équipes régionales des Nations Unies pour le VIH et le SIDA sont en cours d'installation, l'UNESCO s'est engagée à soutenir les équipes régionales et nationales des Nations Unies dans la mise en œuvre de programmes stratégiques efficaces, à mobiliser des ressources humaines, informationnelles et financières pour renforcer la contribution du système des Nations unies à la réponse au VIH et au SIDA, et à établir et renforcer des partenariats stratégiques pour soutenir les actions des équipes régionales et nationales des Nations Unies.

Au niveau des pays, l'UNESCO travaille en partenariat avec les ministères, les partenaires de la société civile (notamment avec les groupes de jeunes et les ONG), les associations professionnelles, les institutions de recherche, les enseignants et les institutions de formation des enseignants, les organismes coparrainants de l'ONUSIDA et les autres partenaires du développement. Les équipes conjointes des Nations Unies pour le SIDA au niveau des pays sont les premiers points d'entrée pour soutenir l'intégration des activités liées au VIH et au SIDA dans les cadres existants, tels que le PNUAD et les « Trois principes ». Elles sont également un point d'intervention logique pour soutenir les efforts de coordination, en particulier pour la mise en œuvre d'EDUSIDA (voir Encadré 8). Une autre dimension importante de l'UNESCO, et l'un de ses avantages comparatifs, est l'existence de mécanismes au niveau des pays et au niveau local, à savoir le réseau mondial des Commissions nationales pour l'UNESCO, ainsi que le réseau des ONG associées et des clubs UNESCO, qui dépassent de loin le concept de « bureau national ».



Encadré 8

EDUSIDA au niveau des pays

Les Équipes conjointes des Nations Unies sur le SIDA jouent un rôle important pour aider les pays à déterminer les priorités et les stratégies leur permettant de faire face aux défis du développement et représentent un point logique d'intervention pour introduire EDUSIDA.

Avec des mécanismes tels que l'Équipe conjointe des Nations Unies, l'UNESCO soutient la réalisation d'une analyse des besoins ou des lacunes au niveau des pays. L'équipe nationale sur le VIH et le SIDA et/ou les autorités nationales fixent les priorités en vue de répondre à ces besoins ou de combler les lacunes.

L'UNESCO soutient alors les partenaires locaux, ainsi que d'autres partenaires identifiés, en particulier ceux qui interviennent au niveau du pays (par exemple les institutions multilatérales et bilatérales ou les ONG) pour

mettre en place les actions nécessaires pour répondre en temps utile à ces priorités. Pour engager ce processus d'analyse des lacunes, de définition des priorités et de planification des actions, il n'est pas d'approche à « taille unique ». L'essentiel est toutefois l'engagement à travailler dans le cadre d'un processus intégrateur, en ménageant des occasions de susciter l'appropriation et l'implication active des principales parties prenantes au sein du secteur éducatif

Source : UNESCO, EDUSIDA : Pour une réponse globale du secteur de l'éducation, Cadre d'action. Paris, UNESCO, 2006. Accès en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001473/147360F.pdf>

SUIVI ET ÉVALUATION DE LA RÉPONSE DE L'UNESCO AU VIH ET AU SIDA

Un suivi et une évaluation réguliers des efforts pour répondre au VIH et au SIDA sont essentiels pour mesurer les progrès. Un suivi et une évaluation permanents sont importants pour faire en sorte que la stratégie reste pertinente à mesure qu'évoluent l'épidémie et les stratégies pour y répondre. Avant l'avènement des thérapies antirétrovirales et les progrès réalisés ces dernières années pour accroître l'accès aux traitements, les stratégies relatives au VIH et au SIDA étaient très différentes de ce qu'elles sont aujourd'hui, avec des priorités différentes correspondant à la situation et au contexte de l'époque. La réponse mondiale au VIH et au SIDA diffère considérablement aujourd'hui de ce qu'elle était voici encore quelques années, compte tenu des nouvelles technologies de prévention, de l'accroissement des ressources et du renforcement de l'engagement et du leadership. Tous ces facteurs d'évolution doivent être pris en compte et utilisés pour fonder l'élaboration et l'évolution d'une stratégie.

Les évolutions récentes qui ont influencé la stratégie actuelle de l'UNESCO en matière de VIH et de SIDA ont été mises en lumière dans le présent document, notamment le mouvement vers l'accès universel à des programmes complets de prévention du VIH, de traitement, de prise en charge, de soins et de soutien, ainsi que l'importance croissante accordée une meilleure coordination et à une plus grande harmonisation des acteurs participant à la réponse à l'épidémie, comme l'expriment les recommandations de l'Équipe spéciale mondiale et celles qui ont été formulées dans le cadre de la réforme des Nations Unies. L'extension du corpus de données factuelles relatives aux actions les plus efficaces pour répondre au VIH et au SIDA (par exemple le fait qu'il est essentiel d'impliquer les personnes vivant avec le VIH et les autres personnes particulièrement vulnérables au VIH) doit apparaître aussi dans la stratégie de l'UNESCO. La promotion des technologies émergentes de prévention (la circoncision pour les hommes, la prophylaxie avant l'exposition au virus et les microbicides) doit également être suivie de près et, lorsque des éléments probants sont disponibles, utilisée pour fonder les politiques et les pratiques de l'UNESCO.

Le suivi et l'évaluation de la réponse de l'UNESCO continueront de faire partie du cadre et des processus d'évaluation

d'ensemble utilisés par l'ONUSIDA pour assurer le suivi, la documentation et le bilan de l'impact. La Stratégie à moyen terme de l'UNESCO et les priorités de l'Organisation pour l'exercice biennal reposent sur les principaux objectifs adoptés dans le cadre de l'appui commun de l'ONUSIDA aux programmes en vue d'un accès universel à des programmes complets de prévention du VIH, de traitement, de prise en charge, de soins et de soutien (voir Encadré 9). L'UNESCO continuera de s'efforcer, avec les organismes coparrainants et le Secrétariat de l'ONUSIDA, d'élaborer des ensembles cohérents, complets et multidisciplinaires de produits essentiels permettant d'atteindre ces résultats principaux et d'établir conjointement les budgets, plans, programmes et mesures, ainsi que les rapports sur les progrès réalisés à la fin de chaque exercice biennal.

En outre, la stratégie de l'UNESCO en matière de VIH et de SIDA se situe dans le cadre des trois principales priorités de l'Organisation dans le domaine de l'EPT, à savoir LIFE, TTISSA et EDUSIDA. À ce titre, l'UNESCO continuera à assurer un suivi et à rendre compte régulièrement, au sein de l'UNESCO et à l'extérieur, des progrès réalisés dans l'accomplissement de son mandat.

Encadré 9

Budget-plan de travail intégré de l'ONUSIDA pour 2008-2009 – Principaux éléments d'un appui commun aux programmes en vue d'un accès universel à des programmes complets de prévention du VIH, de traitement, de prise en charge, de soins et de soutien

1. Renforcement du leadership et de la mobilisation des ressources pour une réponse de plus grande ampleur au SIDA à tous les niveaux, notamment à ceux des gouvernements, de la société civile, des personnes vivant avec le VIH et d'autres partenaires non étatiques.
2. Amélioration de la planification, du financement, de l'assistance technique et de la coordination à tous les niveaux en vue d'une réponse programmatique durable et multisectorielle au SIDA, traitant les incidences de l'épidémie et intégrée dans les efforts nationaux de développement.
3. Renforcement de la collecte de données factuelles et plus grande responsabilité en matière de réponse au SIDA, grâce à une information stratégique plus disponible et plus largement utilisée, notamment pour le suivi et l'information, la surveillance et la recherche des ressources.
4. Amélioration des capacités des ressources humaines et des systèmes à tous les niveaux des pouvoirs publics, de la société civile et d'autres partenaires non étatiques, en vue de réponses globales au VIH et au SIDA, comprenant notamment des moyens de riposte au VIH plus aisément disponibles et plus abordables.
5. Renforcement des politiques et des approches fondées sur les droits de l'homme et l'égalité des sexes, en vue d'une réduction de la stigmatisation et de la discrimination, d'une meilleure connaissance du statut sérologique et d'une plus grande équité en matière d'accès aux services, dans tous les environnements.
6. L'extension de la couverture et de la pérennité des programmes visant les consommateurs de drogues injectables, les hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes et les professionnels du sexe.
7. L'extension de la couverture et de la pérennité des programmes relatifs à la vulnérabilité des femmes et des filles, des jeunes, des enfants et des populations connaissant une situation humanitaire préoccupante, et à l'impact du VIH et du SIDA sur ces groupes.



CONCLUSION

La présente révision de la stratégie de l'UNESCO face au VIH et au SIDA a pour objet de mieux positionner l'UNESCO pour lui permettre de faire face au caractère évolutif de l'épidémie dans un contexte international, régional et national dynamique. Tandis que l'épidémie mondiale de SIDA continue de croître et d'évoluer, les réponses doivent progresser au même rythme, en se fondant sur les données factuelles et les approches disponibles sur la base d'une large consultation avec les principales parties prenantes, et doivent être menées au moyen d'alliances et de partenariats stratégiques à tous les niveaux. De tels efforts doivent se situer à une échelle susceptible de produire des effets significatifs sur l'épidémie et sur ses conséquences.

Ce processus de révision de la stratégie de l'UNESCO est marqué à la fois par la continuité et par le changement. Les principaux efforts stratégiques de l'UNESCO dans la période qui s'ouvre s'appuieront sur les réalisations passées décrites dans les stratégies antérieures de l'Organisation, tout en visant également à assumer les responsabilités prévues par la répartition des tâches au sein de l'ONUSIDA et par le Cadre stratégique 2007-2010 pour le soutien de l'ONUSIDA aux efforts des pays en vue de la réalisation de l'accès universel. L'UNESCO reste également engagée en faveur des efforts entrepris à l'appui du renforcement de la coordination, de l'alignement et de l'harmonisation en vue d'intensifier rapidement la réponse au SIDA, dans le contexte de la réforme des Nations Unies, des « Trois principes », des OMD et de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide. L'UNESCO assurera également des synergies internes, alignant ses actions en matière de VIH et de SIDA afin de contribuer à d'autres priorités des Nations Unies dans le domaine de l'éducation, en particulier aux objectifs de l'EPT, à la DNUA et à la DEDD.

Cette stratégie révisée a pour principal aspect de définir clairement les actions qui se situent au cœur de la réponse de l'UNESCO, à partir de la vision, des buts, des objectifs et des principes qui donnent forme et signification à ces actions. Elle accorde une place éminente aux responsabilités confiées à l'Organisation dans le cadre de la répartition des tâches de l'ONUSIDA, c'est-à-dire à son rôle d'organisation pilote pour la prévention du VIH auprès des jeunes dans les institutions d'éducation. L'UNESCO continuera à soutenir, en particulier grâce à

EDUSIDA, un engagement global du secteur éducatif en faveur de la réponse au VIH et au SIDA au niveau national. Il conviendra donc de tirer parti des capacités multisectorielles de l'UNESCO en exploitant toutes les modalités de l'éducation (formelle, non formelle et informelle) et tous les éléments et composantes du système éducatif pour soutenir une réponse efficace et efficiente à l'épidémie.

L'UNESCO continuera également de s'engager, en qualité de partenaire principal, dans huit autres domaines d'appui technique qui lui sont assignés par la répartition des tâches de l'ONUSIDA, avec pour objectif primordial d'aider les États membres à s'acheminer vers l'accès universel à des programmes complets de prévention du VIH, de traitement, de prise en charge, de soins et de soutien. Dans tout son travail, l'UNESCO s'appuiera sur les forces et les ressources de ses secteurs, instituts et bureaux hors Siège pour soutenir des actions de plaidoyer en faveur de politiques et de pratiques fondées sur des données factuelles, pour assurer un rôle de conseil en matière de politiques et de programmes, d'appui technique et de renforcement des capacités, pour promouvoir une coordination et une harmonisation efficaces et pour assurer le suivi et l'évaluation des progrès.

Cette priorité donnée à des réponses plus fortes, plus stratégiques et plus coordonnées afin de prévenir une plus grande diffusion du VIH et de protéger les individus, les familles, les communautés, les institutions et les nations de l'impact du SIDA est au cœur de la stratégie de l'UNESCO.

NOTES

1. ONUSIDA et OMS. *Le point sur l'épidémie de SIDA 2006*. Accès en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : http://data.unaids.org/pub/EpiReport/2006/2006_EpiUpdate_fr.pdf
2. *Ibid.*
3. *Ibid.*, p. 11.
4. Glynn JR, Carael M, Auvert B, et al. Why Do Young Women Have a Much Higher Prevalence of HIV than Young Men? A Study in Kisumu, Kenya and Ndola, Zambia. *AIDS*, 2001,15 (Suppl. 4):S51-60; Gregson S, Garnett GP. Contrasting Gender Differentials in HIV-prevalence and Associated Mortality Increase in Eastern and Southern Africa: Artefact of Data or Natural Course of Epidemics. *AIDS*, 2000,14 (Suppl. 3): S85-S99; Macphail C, Williams B, Campbell C. Relative Risk of HIV Infection among Young Men and Women in a South African Township. *International Journal of STD and AIDS*, 2002,13:331-42.
5. ONUSIDA et OMS. *Le point sur l'épidémie de SIDA 2006*. Accès en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : http://data.unaids.org/pub/EpiReport/2006/2006_EpiUpdate_fr.pdf
6. Les chiffres exprimant la couverture ont été calculés en divisant le nombre estimé de personnes recevant des traitements antirétroviraux par le nombre estimé de personnes nécessitant de tels traitements en 2005 (soit, pour l'Amérique latine et les Caraïbes, 345 000/460 000x100). Voir OMS/ONUSIDA. *Progrès dans l'extension de l'accès aux traitements antirétroviraux dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire*. Aide-mémoire OMS/309, juin 2006. Genève: OMS/ONUSIDA, août 2006. Accès en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : http://www.who.int/hiv/toronto2006/FS_Treatment_fr.pdf
7. *Ibid.*
8. ONUSIDA. *Rapport sur l'épidémie mondiale de SIDA 2006*. Genève : ONUSIDA, 2006, p. 52. Accès en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : http://www.unaids.org/en/HIV_data/2006GlobalReport/2006-GR_fr.asp
9. ONUSIDA. *Cellule mondiale de réflexion pour une meilleure coordination entre les organismes multilatéraux et les donateurs internationaux dans la riposte au SIDA. Rapport final*. 14 juin 2005 Genève, ONUSIDA, 2005. Accès en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : http://data.unaids.org/Publications/IRC-pub06/JC1125-GlobalTaskTeamReport_fr.pdf
10. ONUSIDA. *Mécanisme ONUSIDA de répartition des tâches en matière d'appui technique. Synthèse et bien-fondé* Genève: ONUSIDA, 2005. Accès en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : http://data.unaids.org/Publications%5CIRC-pub07%5CJC1164-TechnSuppDivLabour_fr.pdf L'organisme pilote est responsable au premier chef de coordonner les efforts visant à fournir ou à faciliter un soutien technique de haute qualité dans le domaine choisi, tandis que les partenaires principaux sont d'autres membres de la famille de l'ONUSIDA fournissant un appui technique dans le domaine considéré.
11. Les 17 domaines du Mécanisme ONUSIDA de répartition des tâches en matière d'appui technique figurent dans l'Annexe 2.
12. Nations Unies. *Unis dans l'action. Rapport du Groupe de haut niveau sur la cohérence de l'action du système des Nations Unies dans les domaines du développement, de l'aide humanitaire et de la protection de l'environnement*. New York: Nations Unies, novembre 2006. Accès en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : <http://daccessdds.un.org/doc/UNDOC/GEN/N06/621/42/PDF/N0662142.pdf?OpenElement>
13. Un cadre national commun de lutte contre le SIDA, un organisme national commun de coordination de la réponse au SIDA et un système commun de suivi et d'évaluation. ONUSIDA. *Les « Trois principes » en action. Bilan et avenir*. Genève : ONUSIDA, mai 2005. Accès en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : http://data.unaids.org/publications/irc-pub06/jc935-3onesinaction_fr.pdf
14. OCDE/CAD : *Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement. Appropriation, harmonisation, alignement, résultats et responsabilité mutuelle*. Paris : OCDE/CAD, 2005. Accès en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : <http://www.oecd.org/dataoecd/53/38/34579826.pdf>
15. Cette définition de l'éducation formelle, non formelle et informelle est en grande partie tirée du *Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2006 : L'Alphabétisation, un enjeu vital*. Paris: UNESCO, 2006. Accès en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : http://portal.unesco.org/education/fr/ev.php-URL_ID=43283&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html
16. UNESCO. *Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2007 : Un bon départ. Protection et éducation de la petite enfance*. Paris: UNESCO. Accès en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : http://portal.unesco.org/education/fr/ev.php-URL_ID=49591&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html
17. Forum mondial sur l'éducation. *Cadre d'action de Dakar : L'éducation pour tous : tenir nos engagements collectifs*. Forum mondial sur l'éducation, 26-28 avril 2000, Dakar, Sénégal. Accès en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : http://www.unesco.org/education/efa/fr/ed_for_all/dakfram_fr.shtml D'autres objectifs de l'EPT sont également pertinents et consistent notamment (objectif 1 de l'EPT) à développer et améliorer sous tous leurs aspects la protection et l'éducation de la petite enfance, et notamment des enfants les plus vulnérables et défavorisés et (objectif 6 de l'EPT) à améliorer sous tous ses aspects la qualité de l'éducation et à garantir son excellence de façon à obtenir pour tous des résultats d'apprentissage reconnus et quantifiables – notamment en ce qui concerne la lecture, l'écriture, le calcul et les compétences indispensables dans la vie courante.
18. UNESCO. Note de référence pour la 4e séance : « Lutte contre le VIH et le SIDA : Le rôle de l'éducation dans la prévention et la mitigation ». 7e réunion du Groupe de travail sur l'EPT, 19-21 juillet 2006, Paris, France. Paris : UNESCO, 2006. Accès en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : <http://www.unesco.org/education/efa/WG2006/responsetoHIVandAIDS.pdf>
19. UNESCO. *Communiqué final de la Sixième réunion du Groupe de haut niveau sur l'Éducation pour tous (EPT)*. 14-16 novembre 2006, Le Caire, Égypte. Paris : UNESCO, novembre 2006. Accès en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : <http://www.unesco.org/education/HLG2006/Communiquet22Nov.pdf>
20. Les deux autres initiatives de l'EPT sont l'Initiative pour l'alphabétisation: savoir pour pouvoir (LIFE) et l'Initiative pour la formation des enseignants en Afrique subsaharienne (TTISSA).
21. UNESCO. *EDUSIDA : Pour une réponse globale du secteur de l'éducation. Cadre d'action*. Paris: UNESCO, 2006. Accès en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001473/147360F.pdf>
22. Équipe de travail inter-institutions (ETII) de l'ONUSIDA sur l'éducation. *Enquête mondiale sur l'état de préparation du secteur éducatif face au VIH et au SIDA. Implications en termes de politiques pour l'éducation et le développement*. Paris: UNESCO, 2006. Accès en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001446/144625f.pdf>
23. *Ibid.*
24. Royaume-Uni. Foreign and Commonwealth Office (FCO), *Communiqué du Sommet de Gleneagles sur l'Afrique, le changement climatique, l'énergie et le développement durable*. Londres, Royaume-Uni, 2005. Accès en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : <http://www.g8.gov.uk/servlet/Front?pagename=OpenMarket/Xcelerate/ShowPage&c=Page&cid=1122467452620>
25. Pour des informations sur les activités récentes du programme de l'UNESCO, voir : UNESCO. *UNESCO's Response to HIV and AIDS*. Paris: UNESCO/IPE, 2005. Accès en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001414/141417e.pdf>

- Pour avoir accès à plus de 100 documents récents sur le VIH et le SIDA, notamment des documents de politique, études de cas, rapports, outils, programmes scolaires et autres matériels produits par les secteurs, les bureaux de pays, les bureaux régionaux et les instituts de l'UNESCO, voir : UNESCO. *UNESCO Library of Materials on HIV & AIDS CD-ROM*. Paris : UNESCO, 2006. Pour des liens vers des sites Web, publications, activités de programme et autres informations et événements liés au VIH mis en œuvre par les secteurs, instituts et bureaux de l'UNESCO, voir : http://portal.unesco.org/fr/ev.php-URL_ID=1134&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html
26. UNESCO. *Stratégie de l'UNESCO en matière d'éducation à la prévention du VIH/SIDA*. Paris : Institut international de l'UNESCO pour la planification de l'éducation (IPE). Avril 2004. Accès en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : <http://unesdoc.unesco.org/images/0013/001345/134572f.pdf> ; et UNESCO. Avril 2001. *Stratégie de l'UNESCO en matière d'éducation préventive VIH/SIDA*. Paris : Institut international de l'UNESCO pour la planification de l'éducation (IPE).
 27. ONUSIDA. *Suivi de la Déclaration politique sur le VIH/SIDA de 2006. Cadre stratégique 2007-2010 pour le soutien de l'ONUSIDA aux efforts des pays en vue de la réalisation de l'accès universel*. 10 novembre 2006. 19^e réunion du Conseil de Coordination du Programme de l'ONUSIDA. 6-8 décembre 2006, Lusaka, Zambie. Accès en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : <http://data.unaids.org/pub/Agenda/2006/Cadre%20strategique.pdf>
 28. Ces problèmes sont décrits dans : ONUSIDA. *Suivi de la Déclaration politique sur le VIH/SIDA de 2006. Cadre stratégique 2007-2010 pour le soutien de l'ONUSIDA aux efforts des pays en vue de la réalisation de l'accès universel*. 10 novembre 2006. 19^e réunion du Conseil de Coordination du Programme de l'ONUSIDA. 6-8 décembre 2006, Lusaka, Zambie. Accès en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : <http://data.unaids.org/pub/Agenda/2006/Cadre%20strategique.pdf>
 29. ONUSIDA. *Décisions, recommandations et conclusions*. 19^e réunion du Conseil de Coordination du Programme de l'ONUSIDA. 6-8 décembre 2006, Lusaka, Zambie. Accès en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : http://data.unaids.org/pub/InformationNote/2006/19th%20PCB%20Decisions_fr.pdf Voir également : ONUSIDA et OMS. 21 novembre 2006. *Communiqué de presse : L'épidémie mondiale de SIDA continue de croître*. Genève : ONUSIDA et OMS. Accès en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : http://data.unaids.org/pub/PressRelease/2006/061121_2006_EPI_Update_fr.pdf
 30. Piot P. AIDS: From Crisis Management to Sustained Strategic Response. *Lancet*, 2006, 368 (9534):26-30. Accès en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : <http://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140673606691617/fulltext>
 31. Pour plus d'informations sur les OMD, voir le site des Nations Unies sur les Objectifs du Millénaire pour le développement : <http://www.un.org/french/millenniumgoals/>
 32. Dr Peter Piot, Directeur exécutif de l'ONUSIDA. Communiqué de presse: *L'épidémie mondiale de SIDA continue de croître*. Genève : ONUSIDA et OMS, 21 novembre 2006. Accès en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : http://data.unaids.org/pub/PressRelease/2006/061121_2006_EPI_Update_fr.pdf
 33. ONUSIDA. *Intensification de la prévention du VIH. ONUSIDA document d'orientation politique*. Genève : ONUSIDA, août 2005. Accès en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : http://data.unaids.org/publications/irc-pub07/JC1165-Intensif_HIV-NewStyle_fr.pdf
 34. Équipe de travail inter-institutions (ETII) de l'ONUSIDA sur l'éducation. *Enquête mondiale sur l'état de préparation du secteur éducatif face au VIH et au SIDA 2004. Implications en termes de politiques pour l'éducation et le développement*. Paris : UNESCO, 2006. Accès en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001446/144625f.pdf>
 35. Un enfant en Inde, cité dans : UNESCO. *HIV & AIDS and Safe, Secure and Supporting Learning Environments. Booklet 2, Good Policy and Practice in HIV & AIDS and Education series*. Paris, UNESCO, 2006. Accès en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001461/146122E.pdf>
 36. ONUSIDA. *2006 Rapport sur l'épidémie mondiale de SIDA*. Genève : ONUSIDA, 2006. Accès en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : http://www.unaids.org/en/HIV_data/2006GlobalReport/2006-GR_fr.asp
 37. Nations Unies. *Projet de décision relatif à une Journée internationale de la soumission volontaire au dépistage du VIH et à l'accompagnement psychologique*. Nations Unies, 29 novembre 2006, Assemblée générale, Résolution A/61/L.40. Soixante et unième session ; Point 46 de l'ordre du jour ; Suite à donner aux textes issus de la vingt-sixième session extraordinaire : mise en œuvre de la Déclaration d'engagement sur le VIH/SIDA.
 38. Voir, par exemple, un examen mené récemment par l'UNESCO en vue d'identifier des liens et les synergies entre EDUSIDA et d'autres actions et d'autres cadres : UNESCO. *Linking EDUCAIDS with other On-going Initiatives: An Overview of Opportunities - An Assessment of Challenges*. Paris : UNESCO, 2006. Accès en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001479/147916E.pdf>
 39. UNESCO. *UNESCO Policy on HIV and AIDS in the Workplace*. Circulaire administrative n° 2270. Paris, UNESCO, 22 août 2006, page 1.
 40. Margaret Wembete, Fondatrice/Présidente, Kenya Network of HIV Positive Teachers (KENEPOTE), présenté à la 7^e réunion du Groupe de travail sur l'EPT, 19-21 juillet 2006.
 41. ONUSIDA. *Cellule mondiale de réflexion pour une meilleure coordination entre les organismes multilatéraux et les donateurs internationaux dans la riposte au SIDA*. Genève : ONUSIDA, 14 juin 2005. Accès en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : http://data.unaids.org/publications/irc-pub06/jc1131-gtt_fr.pdf
 42. UNESCO. *EDUSIDA : Pour une réponse globale du secteur de l'éducation. Un cadre d'action*. Paris : UNESCO, 2006. Accès en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001473/147360F.pdf>
 43. OIT et UNESCO. *An HIV and AIDS Workplace Policy for the Education Sector in Southern Africa*. Paris: ILO and UNESCO, 2006. Accès en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001469/146933E.pdf> UNESCO. *An HIV/AIDS Workplace Policy for the Education Sector in the Caribbean*. Port of Spain: UNESCO, 2006. Accès en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : <http://www.ilo.org/public/english/dialogue/sector/papers/education/carib-ed-policy.pdf>
 44. UNESCO et OMS. *HIV and AIDS Treatment Education Technical Consultation Report: 22-23 November 2005, Paris*. Paris, UNESCO, 2006. Accès en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001461/146120e.pdf>
 45. UNESCO et UNHCR. *Educational Responses to HIV and AIDS for Refugees and Internally Displaced Persons: Discussion Paper for Decision-Makers*. Paris: UNESCO, 2007. Accès en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001493/149356e.pdf>
 46. Équipe de travail inter-institutions (ETII) de l'ONUSIDA sur l'éducation. *Enquête mondiale sur l'état de préparation du secteur éducatif face au VIH et au SIDA 2004. Implications en termes de politiques pour l'éducation et le développement*. Paris: UNESCO, 2006. Accès en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001446/144625f.pdf>

RÉFÉRENCES

- Équipe de travail inter-institutions (ETII) de l'ONUSIDA sur l'éducation. 2006. *Enquête mondiale sur l'état de préparation du secteur éducatif face au VIH et au SIDA 2004. Implications en termes de politiques pour l'éducation et le développement*. Paris : UNESCO. Accès en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001446/144625f.pdf>
- Équipe de travail inter-institutions (ETII) de l'ONUSIDA sur l'éducation. 2003. *VIH/SIDA et éducation : Une approche stratégique*. Paris : UNESCO. Accès en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : <http://unesdoc.unesco.org/images/0012/001286/128657f.pdf>
- Forss K et Kruse SE. 2004. *An Evaluation of UNESCO's Response to HIV/AIDS*. Oslo : Centre for Health and Social Development.
- Glynn JR, Carael M, Auvert B, et al. Why Do Young Women Have a Much Higher Prevalence of HIV than Young Men? A Study in Kisumu, Kenya and Ndola, Zambia. *AIDS*, 2001, 15 (Suppl. 4):S51-60.
- Gregson S, Garnett GP. Contrasting Gender Differentials in HIV-prevalence and Associated Mortality Increase in Eastern and Southern Africa: Artefact of Data or Natural Course of Epidemics? *AIDS*, 2000, 14 (Suppl. 3):S85-S99.
- Macphail C, Williams B, Campbell C. Relative Risk of HIV Infection among Young Men and Women in a South African Township. *International Journal of STD and AIDS*, 2002, 13:331-42.
- Nations Unies. 29 novembre 2006. *Projet de décision relatif à une Journée internationale de la soumission volontaire au dépistage du VIH et à l'accompagnement psychologique*. Nations Unies, Assemblée générale, Résolution A/61/L.40. Soixante et unième session ; Point 46 de l'ordre du jour ; Suite à donner aux textes issus de la vingt-sixième session extraordinaire : mise en œuvre de la Déclaration d'engagement sur le VIH/SIDA.
- Nations Unies. 20 novembre 2006. *Unis dans l'action. Rapport du Groupe de haut niveau sur la cohérence de l'action du système des Nations Unies dans les domaines du développement, de l'aide humanitaire et de la protection de l'environnement*. New York : Nations Unies. Document A/61/583 Soixante et unième session ; Point 113 de l'ordre du jour : Suite à donner aux textes issus du Sommet du Millénaire Accès en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : <http://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N06/621/42/pdf/N0662142.pdf?OpenElement>
- Nations Unies. 2005. *Objectifs du Millénaire pour le développement. Rapport 2005*. New York : Nations Unies. Accès en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : http://unstats.un.org/unsd/mi/pdf/MDG%20Book_fr.pdf
- Nations Unies. Site Web des Objectifs du Millénaire pour le développement : <http://www.un.org/french/millenniumgoals/>
- OCDE/CAD. 2005. *Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement. Appropriation, harmonisation, alignement, résultats et responsabilité mutuelle*. Paris : OCDE/CAD. Accès en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : <http://www.oecd.org/dataoecd/53/38/34579826.pdf>
- OIT et UNESCO. 2006. *An HIV and AIDS Workplace Policy for the Education Sector in Southern Africa*. Paris : UNESCO. Consulté en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001469/146933E.pdf>
- OIT et UNESCO. 2006. *An HIV/AIDS Workplace Policy for the Education Sector in the Caribbean*. Port of Spain : UNESCO. Consulté en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : <http://www.ilo.org/public/english/dialogue/sector/papers/education/carib-ed-policy.pdf>
- OMS/ONUSIDA. Août 2006. *Progrès dans l'extension de l'accès aux traitements antirétroviraux dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire*. Aide-mémoire OMS/309, juin 2006. Genève : OMS/ONUSIDA, août 2006. Accès en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : http://www.who.int/hiv/toronto2006/FS_Treatment_fr.pdf
- ONUSIDA. 2007. *Practical Guidelines for Intensifying HIV Prevention*. Genève : ONUSIDA. Accès en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : http://data.unaids.org/pub/Manual/2007/20070306_Prevention_Guidelines_Towards_Universal_Access_en.pdf
- ONUSIDA. 2006a. *Décisions, recommandations et conclusions*. 19e réunion du Conseil de Coordination du Programme de l'ONUSIDA. 6-8 décembre 2006, Lusaka, Zambie. Accès en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : http://data.unaids.org/pub/InformationNote/2006/19th%20PCB%20Decisions_fr.pdf
- ONUSIDA. 2006b. *Mécanisme ONUSIDA de répartition des tâches en matière d'appui technique. Synthèse et bien-fondé*. Genève : ONUSIDA. Accès en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : http://data.unaids.org/Publications%5CIRC-pub07%5CJC1164-TechnSuppDivLabour_fr.pdf

ONUSIDA. 2006c. *Rapport sur l'épidémie mondiale de SIDA 2006*. Genève : ONUSIDA. Accès en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : http://www.unaids.org/en/HIV_data/2006GlobalReport/2006-GR_fr.asp

ONUSIDA. 2006d. *Towards Universal Access*. Élaboré pour la 27e réunion du Comité des organismes coparrainants (COC) à Madrid, le 20 mars 2006. Genève : UNAIDS.

ONUSIDA. 10 novembre 2006. *Suivi de la Déclaration politique sur le VIH/SIDA de 2006. Cadre stratégique 2007-2010 pour le soutien de l'ONUSIDA aux efforts des pays en vue de la réalisation de l'accès universel*. 19e réunion du Conseil de Coordination du Programme de l'ONUSIDA. 6-8 décembre 2006, Lusaka, Zambie. Accès en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : <http://data.unaids.org/pub/Agenda/2006/Cadre%20strategique.pdf>

ONUSIDA. Août 2005. *Intensification de la prévention du VIH. ONUSIDA document d'orientation politique*. Genève : ONUSIDA, août 2005. Accès en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : http://data.unaids.org/publications/irc-pub07/JC1165-Intensif_HIV-NewStyle_fr.pdf

ONUSIDA. 2005. *Cellule mondiale de réflexion pour une meilleure coordination entre les organismes multilatéraux et les donateurs internationaux dans la riposte au SIDA. Rapport final. 14 juin 2005*. Genève, ONUSIDA, 2005. Accès en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : http://data.unaids.org/Publications/IRC-pub06/JC1125-GlobalTaskTeamReport_fr.pdf

ONUSIDA. Mai 2005. *Les « Trois principes » en action. Bilan et avenir*. Genève : ONUSIDA. Accès en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : http://data.unaids.org/publications/irc-pub06/jc935-3onesinaction_fr.pdf

ONUSIDA et OMS. 2007. *Le point sur l'épidémie de SIDA 2006*. Accès en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : http://data.unaids.org/pub/EpiReport/2006/2006_EpiUpdate_fr.pdf

ONUSIDA et OMS. 21 novembre 2006. *Communiqué de presse : L'épidémie mondiale de SIDA continue de croître*. Genève : ONUSIDA et OMS. Accès en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : http://data.unaids.org/pub/PressRelease/2006/061121_2006_EPI_Update_fr.pdf

ONUSIDA et OMS. 2003. *Recommandations pour les enquêtes sérologiques sentinelles concernant le VIH/ Femmes enceintes et autres groupes*. Groupe de travail ONUSIDA/OMS sur la surveillance mondiale du VIH/SIDA et des IST. Genève : UNAIDS, 2003. Accès en ligne

le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : http://www.who.int/hiv/pub/epidemiology/en/guidelinesforconduction_fr.pdf

Piot P. AIDS : From Crisis Management to Sustained Strategic Response. *Lancet*, 2006, 368 (9534):526-30. Accès en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : <http://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140673606691617/fulltext>

Royaume-Uni. Foreign and Commonwealth Office (FCO). 2005. *Communiqué du Sommet de Gleneagles sur l'Afrique, le changement climatique, l'énergie et le développement durable*. Londres, Royaume-Uni. Accès en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : <http://www.g8.gov.uk/servlet/ServletFront?pagename=OpenMarket/Xcelerate/ShowPage&c=Page&cid=1122467452620>

UNESCO. 2007. *Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2007 : Un bon départ. Protection et éducation de la petite enfance*. Paris : UNESCO. Accès en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : http://portal.unesco.org/education/fr/ev.php-URL_ID=49591&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html

UNESCO. 2006a. *EDUSIDA : Pour une réponse globale du secteur de l'éducation, Cadre d'action*. Paris, UNESCO, 2006. Accès en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001473/147360F.pdf>

UNESCO. 2006b. *HIV & AIDS and Safe, Secure and Supporting Learning Environments*. Booklet 2, Good Policy and Practice in HIV & AIDS and Education series. Paris, UNESCO, 2006. Accès en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001461/146122E.pdf>

UNESCO. 2006c. *Linking EDUCAIDS with other Ongoing Initiatives : An Overview of Opportunities - An Assessment of Challenges*. Paris : UNESCO. Accès en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001479/147916E.pdf>

UNESCO. 2006d. *Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2006 : L'Alphabétisation, un enjeu vital*. Paris : UNESCO. Accès en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : http://portal.unesco.org/education/fr/ev.php-URL_ID=43283&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html

UNESCO. 2006e. *UNESCO Library of Materials on HIV & AIDS CD-ROM*. Paris : UNESCO.

UNESCO. Novembre 2006. *Communiqué final de la Sixième réunion du Groupe de haut niveau sur l'Éducation pour tous (EPT)*. 14-16 novembre 2006, Le Caire, Égypte. Paris : UNESCO. Accès en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : <http://www.unesco.org/education/HLG2006/Communique22Nov.pdf>

UNESCO. 22 août 2006. *UNESCO Policy on HIV and AIDS in the Workplace*. Circulaire administrative n° 2270. Paris : UNESCO.

UNESCO. 12 mai 2006. *Décisions adoptées par le Conseil exécutif à sa 174e session*. 174 EX/Décisions. Paris : UNESCO. Accès en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001458/145890f.pdf>

UNESCO. 25 mai 2005. *Décisions adoptées par le Conseil exécutif à sa 171e session*. 171 EX/Décisions. Paris : UNESCO. Accès en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : <http://unesdoc.unesco.org/images/0013/001395/139515f.pdf>

UNESCO. 2005. *UNESCO's Response to HIV and AIDS*. Paris : Institut international de l'UNESCO pour la planification de l'éducation (IIEP). Accès en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001414/141417e.pdf>

UNESCO. Avril 2004. *Stratégie de l'UNESCO en matière d'éducation à la prévention du VIH/SIDA*. Paris : Institut international de l'UNESCO pour la planification de l'éducation (IIEP). Accès en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : <http://unesdoc.unesco.org/images/0013/001345/134572f.pdf>

UNESCO. 2003. *Élaboration d'une Stratégie intégrée de lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance*. (32C/13). Paris : UNESCO. Accès en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : <http://unesdoc.unesco.org/images/0013/001312/131202f.pdf>

UNESCO. Avril 2001. *Stratégie de l'UNESCO en matière d'éducation préventive VIH/SIDA*. Paris : Institut international de l'UNESCO pour la planification de l'éducation (IIEP). Accès en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : <http://www.unesco.org/iiep/fre/PDF/strategie.pdf>

UNESCO. 1997. *Programme et budgets approuvés pour 1998-1999* (29C/5). Paris : UNESCO. Accès en ligne

le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : <http://unesdoc.unesco.org/images/0011/001103/110397f.pdf>

UNESCO/Bangkok. Centre d'échange d'information sur l'éducation au VIH et SIDA : <http://www.unescobkk.org/index.php?id=436>

UNESCO/Bureau régional pour l'éducation en Afrique (BREDA). BREDA Clearinghouse : http://www.dakar.unesco.org/clearing_house/index.shtml

UNESCO/Bureau international d'éducation. Centre d'information sur le VIH & SIDA : <http://www.ibe.unesco.org/French/Aids/Sida.htm>

UNESCO/International Bureau of Education. International Clearinghouse on Curriculum for HIV/AIDS Preventive Education : <http://www.ibe.unesco.org/HIVAIDS.htm>

UNESCO/Harare. Base de données sur le VIH/SIDA et l'éducation : <http://www.harare.unesco.org/hivaids/db.asp>

UNESCO/Institut international pour la planification de l'éducation (IIEP). Service d'échange d'informations : Impact du VIH/SIDA sur l'éducation : http://hivaids.clearinghouse.unesco.org/ev_fr.php?ID=1_201&ID2=DO_ROOT

UNESCO/Nairobi. Centre d'échange d'informations sur le VIH/SIDA et l'éducation : <http://www.hivaids.nairobi-unesco.org>.

UNESCO. Forum mondial sur l'éducation. 2000. *Cadre d'action de Dakar : L'Éducation pour tous : Tenir nos engagements collectifs*. Paris : UNESCO. Accès en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : http://www.unesco.org/education/efa/fr/ed_for_all/dakfram_fr.shtml

UNESCO et OMS. 2006. *HIV and AIDS Treatment Education Technical Consultation Report: 22-23 November 2005, Paris*. Paris : UNESCO. Accès en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001461/146120e.pdf>

UNESCO et UNHCR. 2007. *Educational Responses to HIV and AIDS for Refugees and Internally Displaced Persons : Discussion Paper for Decision-Makers*. Paris : UNESCO. Accès en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001493/149356e.pdf>

ANNEXE 1 : LES ÉTAPES DE LA RÉPONSE DE L'UNESCO AU VIH ET AU SIDA À TRAVERS SES PROGRAMMES ET SES POLITIQUES

L'UNESCO met en place un programme d'éducation à la prévention du SIDA avec l'OMS : le Programme mondial de lutte contre le SIDA, en réponse au Plan d'action rédigé lors de la 40^e session de la Conférence mondiale de l'éducation, consacrée à l'éducation à la prévention du SIDA. Les activités se poursuivent jusqu'en 2000 et comprennent des séminaires internationaux, des programmes de santé scolaire et l'élaboration de matériel éducatif relatif au VIH et au SIDA.

La Section de l'éducation préventive de l'UNESCO élabore un cadre conceptuel pour identifier des stratégies et des domaines prioritaires d'éducation à la prévention.

L'UNESCO s'engage dans un projet de collaboration recherche et prévention SIDA. Reconnue par le Conseil exécutif à sa 141^e session, la Fondation fait appel à des sources privées pour mettre en place un réseau de centres de recherche intégrés, en particulier en Afrique et en Amérique centrale, et encourager la coopération entre chercheurs dans les pays développés et en développement.

1987

La 24^e session de la Conférence générale de l'Organisation autorise le Directeur général de l'UNESCO à entreprendre des activités relatives au VIH et au SIDA dans le cadre du programme régulier, et à accorder une attention particulière au renforcement de la coordination avec les autres institutions des Nations Unies. La Conférence générale encourage également les États membres à participer activement aux programmes d'éducation et aux activités de prévention du VIH destinées aux jeunes et invite les États membres à faire des contributions financières généreuses aux activités éducatives visant à prévenir le VIH et à maîtriser l'impact du SIDA.

1990

Le Directeur général de l'UNESCO lance l'Appel de Venise pour collecter des fonds destinés à contribuer au renforcement des programmes nationaux de lutte contre le VIH et le SIDA. L'initiative vise à renforcer la recherche scientifique, à motiver les partenaires de la société civile et les autres dirigeants pour qu'ils abordent les dimensions éthiques et culturelles de l'épidémie de SIDA et à assurer la scolarisation des enfants touchés par le SIDA.

1991

1993

Le Secteur des sciences de l'UNESCO contribue au progrès de la recherche sur le VIH en soutenant le réseau scientifique « L'Homme contre le virus ».

La coopération de l'UNESCO avec l'OMS se traduit par la mise en œuvre de projets d'écoles pilotes d'éducation en matière de SIDA dans diverses régions et par l'élaboration d'un kit de ressources destiné aux planificateurs des programmes scolaires, adaptés à différents contextes socioculturels et traduits dans plus de dix langues.

Au fil des ans, les secteurs, les instituts, les bureaux régionaux et les bureaux hors siège de l'UNESCO ont intensifié leurs actions, en collaboration avec d'autres partenaires, pour répondre au VIH et au SIDA :



L'UNESCO s'associe à quatre autres organisations des Nations Unies et à la Banque mondiale, en qualité de membre fondateur, pour constituer un programme conjoint et coparrainé consacré au VIH/SIDA, dénommé ONUSIDA (en 2004, l'ONUSIDA est constitué de 10 organisations).

Avec le lancement de l'ONUSIDA, les actions de l'UNESCO acquièrent une portée plus large – par l'implication de tous les secteurs de programmes – tout en se concentrant sur les objectifs principaux spécifiques du programme de l'ONUSIDA.

L'UNESCO met en place un mécanisme de coordination pour le VIH et le SIDA, qui prévoit notamment des points focaux pour le SIDA dans chacun des cinq secteurs de programme. La coordination d'ensemble de la réponse de l'UNESCO est déléguée au Sous-Directeur général du Secteur des sciences naturelles, qui abrite le point focal de l'ensemble de l'UNESCO pour l'ONUSIDA.

L'UNESCO privilégie la coopération avec les organisations féminines au niveau de la base, en particulier dans les pays les moins avancés, compte tenu de la plus grande vulnérabilité des femmes au VIH et au SIDA. L'accent est mis sur la production et la diffusion de matériel didactique destiné aux enfants et aux jeunes, en particulier aux filles et aux femmes.

1994-95

L'UNESCO met en place un projet interdisciplinaire et de coopération inter-institutions : éducation et information en matière d'environnement et de population pour le développement humain dans le document *Programme et budget approuvés pour 1994-1995*, avec trois domaines d'activité principaux : 1) Perfectionner la base de connaissances et élaborer des cadres d'action afin de renforcer, dans les différentes régions, les activités d'éducation, de formation et d'information ; 2) Encourager l'élaboration de programmes et de matériels d'éducation, de formation et d'information nouveaux ou la réorientation de ceux qui existent déjà en vue de renforcer les capacités des États membres et de favoriser des changements de comportement parmi certains groupes cibles ; 3) Mobiliser le soutien des décideurs et des personnalités susceptibles d'influencer l'opinion aux niveaux international, régional et national au bénéfice des programmes et activités.

1996

L'UNESCO fait de l'éducation préventive contre l'abus de drogues et le SIDA un Axe d'action principal (29C/5). Le programme d'éducation préventive de l'UNESCO se concentre sur la promotion de la formulation de plan d'action nationaux en Amérique latine et dans les Caraïbes et dans les États arabes, tandis qu'en Afrique et en Asie, l'accent est mis sur le développement des programmes scolaires et les programmes de formation des enseignants.

Les programmes dans le domaine de la culture et des médias sont soutenus en tant que vecteurs de diffusion de messages d'éducation préventive.

1997

L'UNESCO lance avec l'ONUSIDA le projet « Une approche culturelle de la prévention du VIH/SIDA et de sa prise en charge ».

1998

À sa 154^e session, le Conseil exécutif invite le Directeur général à poursuivre le soutien de l'UNESCO à l'ONUSIDA et à renforcer les programmes d'action de l'UNESCO consacrés à l'épidémie, notamment en prenant des mesures visant à ce que les groupes particulièrement affectés par l'épidémie bénéficient de la recherche et des moyens de prévention.

À la 30^e session de la Conférence générale, l'UNESCO fait rapport sur ses programmes d'éducation préventive, notamment sur ceux qui visent à promouvoir l'éducation des filles et des femmes en Afrique, pour répondre au VIH et au SIDA et à l'abus de drogue chez les jeunes, et à mobiliser l'action par l'intermédiaire de séminaires régionaux.



En avril 2000, plus de 1100 participants de 164 pays se réunissent à Dakar, Sénégal, pour le Forum mondial sur l'éducation. L'UNESCO, les gouvernements, les ONG, les institutions internationales et leurs partenaires adoptent le Cadre d'action de Dakar, s'engageant à travailler en partenariat pour atteindre les objectifs et les buts de l'EPT, notamment à « mettre en œuvre d'urgence des activités et des programmes d'éducation pour répondre à la pandémie de VIH/SIDA ».



L'UNESCO, l'UNICEF, l'OMS, la Banque mondiale, l'Internationale de l'Éducation, le Centre pour le développement de l'éducation et le Partenariat pour le développement de l'enfant lancent le partenariat FRESH (Concentrer les ressources sur une santé scolaire efficace). Coordonné par l'UNESCO, FRESH s'intéresse particulièrement à la santé scolaire comme point d'entrée pour le travail dans le domaine du VIH et du SIDA. Le cadre de FRESH permet aux partenaires de contribuer à la prévention du VIH et de la discrimination y afférente par l'intégration du VIH dans les politiques de santé scolaire, l'éducation à la santé fondée sur les compétences, les services de santé scolaire et les initiatives relatives à l'eau, à la propreté et à l'environnement.

Le document *Programme et budget approuvés pour 2000-2001* comporte des activités destinées à mobiliser les décideurs au sein des ministères de l'éducation et de la santé quant à l'impact du SIDA sur la demande et l'offre d'éducation et sur la qualité de celle-ci, à répondre au VIH et à l'abus de drogues, et à mettre en place d'urgence des programmes éducatifs et préventifs au niveau national.

1999

32 activités de l'UNESCO financées par le budget-plan de travail intégré de l'ONUSIDA, pour un montant total de 2,6 millions de dollars des Etats-Unis.



L'UNESCO/ ONUSIDA lance une initiative destinée à la jeunesse sur le VIH/SIDA et les droits de l'homme.

2000

L'UNESCO-IIPE lance un programme sur l'impact du VIH/SIDA sur l'éducation, destiné à soutenir les initiatives des pays visant à a) déterminer l'impact du VIH et du SIDA sur les systèmes éducatifs, et b) mettre en place des mesures permettant de faire face à cet impact. Les composantes du programme sont notamment un échange d'informations par l'intermédiaire d'un site Web interactif et multilingue, une assistance technique pour mesurer l'impact et concevoir des interventions et le renforcement de la capacité des systèmes éducatifs à gérer l'impact du SIDA.

À sa 159^e session, le Conseil exécutif de l'UNESCO invite le Directeur général à accorder une très haute priorité aux activités visant à satisfaire les besoins spécifiques des pays en matière de prévention du VIH, en mettant particulièrement l'accent sur les pays les plus durement touchés par l'épidémie (159 EX/2000). Le Conseil engage l'Organisation à élaborer une stratégie mondiale de l'UNESCO en matière de VIH et de SIDA et à l'inclure dans la Stratégie à moyen terme de l'Organisation et dans son Programme pour 2002-2003.

L'UNESCO renforce les capacités nationales de recherche sur les fondements moléculaires de la prévention du VIH et du SIDA par le soutien à une Chaire UNESCO et l'attribution de bourses à de jeunes scientifiques issus des pays en développement et des pays les moins avancés, ainsi que par la poursuite du développement du réseau des centres de recherche sur le SIDA.

Le Directeur de l'IPE de l'UNESCO est nommé Coordonnateur général de l'UNESCO pour le VIH et le SIDA. La fonction de coordination passe du secteur des sciences naturelles à l'IPE, au Secteur de l'éducation.



L'UNESCO lance l'initiative « Families First Africa » avec le gouvernement italien et trois institutions de recherche en vue d'élaborer un vaccin pédiatrique destiné à éliminer la transmission du VIH de la mère à l'enfant.

L'UNESCO publie une série de manuels sur les réponses culturellement adaptées au VIH et au SIDA.

L'UNESCO assume la présidence tournante du Comité des organismes coparrainants de l'ONUSIDA.

Le Comité VIH/SIDA sur le lieu de travail de l'UNESCO est créé pour conseiller le Directeur de la gestion des ressources humaines sur la conception, la mise en œuvre et le suivi de programmes et de politiques de lutte contre le VIH et le SIDA sur le lieu de travail.

L'UNESCO élabore un document stratégique, intitulé *Stratégie de l'UNESCO en matière d'éducation à la prévention du VIH/SIDA*, destiné à servir de base au programme pour 2001-2005.

L'UNESCO et le PNUD organisent une manifestation en marge de la XIII^e Conférence internationale sur le SIDA, à Barcelone, comportant deux séances intitulées « L'impact du VIH/SIDA sur l'éducation : en savons-nous assez ? » et « Aborder et gérer le VIH/SIDA dans le secteur éducatif ».

Subvention de l'UNESCO/ ONUSIDA créées pour soutenir la mise en œuvre de projets en faveur des jeunes, portant sur la stigmatisation et à la discrimination liées au VIH et au SIDA.

Réunions régionales des points focaux pour le VIH et le SIDA afin de renforcer les capacités et la collaboration entre pays et secteurs dans le domaine du VIH et du SIDA.

L'UNESCO met en place des centres d'échange d'information sur l'impact du VIH/SIDA sur l'éducation (au sein de l'IPE) et sur les programmes scolaires relatifs à l'éducation à la prévention du VIH/SIDA (au sein du BIE).

2001

2002

2003

L'UNESCO développe un plan d'action stratégique sur une période de cinq ans, approuvé par le Conseil exécutif.

UNESCO continue à aider les pays les plus affectés par la pandémie à améliorer l'accès aux connaissances scientifiques relatives au VIH et au SIDA afin de renforcer les efforts réalisés à l'échelle nationale en vue d'assurer à tous un traitement.

Création de l'Équipe de travail inter-institutions de l'ONUSIDA sur l'éducation ; l'UNESCO est désignée pour en assurer la coordination.

L'UNESCO identifie cinq actions stratégiques pour son programme relatif au VIH/SIDA : 1) Améliorer la compréhension du problème grâce à des données, des recherches, des évaluations et le partage des bonnes pratiques ; 2) Promouvoir le changement dans tous les environnements d'apprentissage, tant formels que non formels, afin qu'ils soient en mesure d'attirer des apprenants d'une manière non discriminatoire et favorable ; 3) Endiguer la pandémie au moyen d'une éducation préventive mettant l'accent sur les compétences nécessaires à la vie courante et d'autres approches telles que la santé scolaire, et centrée sur les enseignants, les programmes scolaires et l'implication des jeunes ; 4) Mobiliser les réseaux pour élargir la portée et améliorer le dialogue social, en particulier avec les réseaux de jeunes, les enseignants et éducateurs, les administrateurs, les planificateurs, les réseaux du programme UNITWIN et des chaires UNESCO, le Réseau du système des écoles associées de l'UNESCO (RéSEAU), etc. ; et 5) Entretenir les centres internationaux d'échange d'information sur l'impact du VIH et du SIDA sur l'éducation.



Le Directeur général de l'UNESCO désigne Lady Cristina Owen-Jones comme Ambassadrice de bonne volonté de l'UNESCO pour l'éducation préventive au VIH/SIDA.

Des réunions régionales des points focaux pour le VIH et le SIDA sont organisées pour renforcer les capacités et consolider la collaboration entre les pays et les secteurs en matière de VIH et de SIDA.

L'UNESCO et le Fonds de l'OPEP pour le développement international signent un accord en vue de lancer une initiative commune de réponse au VIH et au SIDA dans 12 pays asiatiques et arabes. Le projet vise à réduire l'infection par le VIH chez les jeunes en intégrant la sensibilisation à la prévention dans les programmes nationaux d'éducation.

L'UNESCO lance l'Initiative pour l'alphabétisation : savoir pour pouvoir (LIFE), qui plaide pour l'alphabétisation dans une approche intégrée du développement, comprenant notamment la prévention du VIH.

L'UNESCO étend un programme de TIC utilisant l'information en ligne, les campagnes médiatiques et les centres d'information destinés aux jeunes pour encourager le changement des comportements et élargir l'information et les services en matière de prévention du VIH.



L'UNESCO organise des manifestations à l'occasion de la XIV^e Conférence internationale sur le SIDA à Bangkok, dont une séance satellite, en partenariat avec le gouvernement de la Norvège, sur le rôle des responsables religieux dans la lutte contre la stigmatisation et la discrimination.

Le Conseil exécutif de l'UNESCO (171 EX/Décisions) approuve EDUSIDA, LIFE et TTISSA comme le centre programmatique de l'action de l'UNESCO en matière de l'EPT au niveau des pays.

L'UNESCO continue de soutenir le renforcement des capacités des professionnels des médias pour leur permettre de faire des reportages sur le VIH et le SIDA, au moyen de séminaires régionaux et par l'élaboration de manuels de ressources et de directives.

EDUSIDA, l'Initiative mondiale sur l'éducation et le VIH/SIDA, est lancée par l'ONUSIDA et dirigée par l'UNESCO.

Une initiative de l'ONUSIDA menée par l'UNESCO

EDUSIDA

Pour une réponse globale du secteur de l'éducation

L'ONUSIDA lance une initiative visant à intensifier la prévention du VIH, le traitement, la prise en charge, les soins et le soutien, en vue d'atteindre au plus près l'objectif de l'accès universel d'ici 2010. En tant qu'institution coparrainante de l'ONUSIDA, l'UNESCO contribue à cette initiative en encourageant des réponses globales du secteur éducatif au VIH et au SIDA, traitant de l'ensemble du processus continu de la prévention à la prise en charge, aux soins et au soutien.

2004

L'UNESCO entreprend une évaluation externe de ses activités relatives au VIH et au SIDA pour déterminer le mandat, les stratégies et les objectifs de son action et leur pertinence pour les besoins locaux ; les résultats, l'impact, la pérennité et la valeur ajoutée pour les principaux bénéficiaires et utilisateurs ; et l'efficacité de la coordination et des partenariats externes et internes.



L'UNESCO publie *UNESCO's Response to HIV and AIDS*, qui illustre l'ampleur des activités menées par l'UNESCO pour prévenir la diffusion du VIH et mitiger l'impact du SIDA sur les familles, les communautés et les nations.

L'UNESCO signe un accord de coopération avec l'OIT en vue de soutenir l'élaboration de politiques relatives au VIH et au SIDA sur le lieu de travail dans le secteur éducatif. Des ateliers tripartites organisés dans les Caraïbes et en Afrique australe se traduisent par l'élaboration de politiques applicables sur le lieu de travail pour le secteur éducatif, aidant les pays à aborder le problème du VIH et du SIDA sur le lieu de travail.



L'UNESCO mène avec l'OMS une consultation technique sur l'éducation au traitement et, l'année suivante, signe un accord de collaboration dans ce domaine technique.

L'UNESCO lance des sessions d'orientation sur le VIH et le SIDA sur le lieu de travail à l'UNESCO pour tous les employés de l'UNESCO, afin de leur permettre d'acquérir des connaissances élémentaires sur le VIH et le SIDA et de créer une culture de solidarité et de prise en charge qui favorise le bien-être général de tout le personnel.



L'UNESCO élabore son deuxième document stratégique, la *Stratégie de l'UNESCO en matière d'éducation préventive au VIH/SIDA*, afin d'orienter ses actions dans le domaine du VIH et du SIDA pour les prochaines années.

L'UNESCO signe un accord de collaboration avec L'Oréal pour le lancement du programme « Coiffeurs du monde contre le SIDA », visant à sensibiliser au VIH et au SIDA en offrant des cours de prévention aux coiffeurs durant leur formation.



L'UNESCO signe un accord avec la Coalition mondiale des entreprises contre le VIH/SIDA (GBC) en vue de renforcer la mobilisation contre le VIH et le SIDA. L'un des résultats de cette initiative fut une manifestation organisée à l'occasion de la Réunion à haut niveau 2006 sur le SIDA, sur le thème : La collaboration des Nations unies et du secteur privé en faveur de l'accès universel: partenariat en expansion, coorganisée avec le Secrétariat de l'ONUSIDA, la Fondation des Nations Unies, l'OIT et la GBC.

L'UNESCO lance une Initiative hautement prioritaire sur la formation des enseignants en Afrique subsaharienne (TTISSA) pour 2006-2015. Cette Initiative vise à accroître le nombre d'enseignants et à améliorer la qualité de l'enseignement en aidant les 46 pays subsahariens à restructurer leurs politiques nationales relatives aux enseignants et à la formation des enseignants.

L'UNESCO met à jour une politique spécifique sur le VIH et le SIDA sur le lieu de travail, pour faire en sorte que tous les employés soient sensibilisés au VIH et au SIDA, aux modes de transmission et de prévention du VIH, aient un accès suffisant à l'information relative au VIH, ainsi qu'à une prise en charge, aux soins et au soutien, bénéficient de garanties suffisantes de confidentialité, soient protégés de la discrimination liée à une infection réelle ou supposée par le VIH et créent un environnement de travail favorable.

L'UNESCO organise des manifestations à l'occasion de la XVIe Conférence internationale sur le SIDA à Toronto, notamment des ateliers de perfectionnement des compétences (en français et en anglais), avec l'OMS, sur la mise à l'échelle de l'éducation au traitement et de la préparation au soutien à l'accès universel au traitement, à la prévention, à la prise en charge et aux soins ; une exposition d'affiches sur la promotion du recours à la recherche socioculturelle de qualité face au VIH et au SIDA en Asie-Pacifique ; un festival de films de 48 heures sur le VIH et le SIDA organisé en collaboration avec MTV et, au nom de l'ETII de l'ONUSIDA sur l'éducation, une séance de rapprochement sur le leadership dans l'éducation des filles, élément principal de la prévention du VIH ; un atelier de perfectionnement des compétences sur l'utilisation des données factuelles pour influencer et renforcer les politiques et les pratiques en matière de VIH et de SIDA et une présentation orale sur l'évaluation de l'état de préparation du secteur éducatif à l'échelle mondiale en vue de la gestion et de la mitigation du VIH et du SIDA. L'UNESCO lance également lors de cette manifestation un CD-ROM contenant plus de 100 documents récents sur le VIH et le SIDA, produit par les secteurs de l'UNESCO, les bureaux nationaux et régionaux et les instituts (2 000 exemplaires diffusés).

2006

À sa 174^e session, le Conseil exécutif adopte les recommandations de l'Équipe spéciale mondiale sur l'amélioration de la coordination en matière de SIDA entre les institutions multilatérales et les donateurs internationaux. Le Conseil demande également que l'UNESCO assume le rôle de pilote pour la prévention du VIH chez les jeunes, comme le prévoit le mécanisme ONUSIDA de répartition des tâches en matière d'appui technique, et fasse en sorte que les activités de l'UNESCO au niveau des pays soient conformes aux recommandations de l'Équipe spéciale mondiale.

L'UNESCO installe au Siège des distributeurs de moyens de prévention pour faciliter l'accès à ces produits susceptibles de sauver des vies.

L'UNESCO soutient l'organisation de séances consacrées au VIH et au SIDA lors de la 7^e réunion du Groupe de travail sur l'EPT à Paris, France, et de la 6^e réunion du Groupe de haut niveau au Caire, Égypte.



L'UNESCO élabore un *Cadre d'action* présentant le travail d'EDUSIDA au niveau national et définissant une réponse globale du secteur éducatif au VIH et au SIDA. Ce Cadre est élaboré à la suite de consultations approfondies menées aux niveaux national, régional et mondial au sein de l'UNESCO et avec les partenaires d'EDUSIDA.

L'UNESCO élabore des directives sur la langue et le contenu des matériels relatifs au VIH et au SIDA. Ces directives favorisent l'harmonisation de l'usage de la terminologie et l'élaboration de contenus exprimant une approche globale, intégratrice et sensible de l'épidémie.



ANNEXE 2: MÉCANISME ONUSIDA DE RÉPARTITION DES TÂCHES EN MATIÈRE D'APPUI TECHNIQUE

Domaines d'appui technique	Organisme responsable	Partenaires principaux
1. PLANIFICATION STRATÉGIQUE, GOUVERNANCE ET GESTION FINANCIÈRE		
VIH/SIDA, développement, gouvernance et rationalisation, y compris des instruments tels que les DSRP, et une législation habilitante, les droits de la personne et la sexospécificité	PNUD	OIT, Secrétariat de l'ONUSIDA, UNESCO, UNICEF, OMS, Banque mondiale, UNFPA, HCR
Appui aux plans stratégiques nationaux dont les priorités ont été définies et les coûts évalués, gestion financière, ressources humaines, renforcement des capacités et amélioration des infrastructures, atténuation de l'impact et travail sectoriel	Banque mondiale	OIT, Secrétariat de l'ONUSIDA, PNUD, UNESCO, UNICEF, OMS
Gestion des achats et de l'approvisionnement, formation y compris	UNICEF	PNUD, UNFPA, OMS, Banque mondiale
Programmes et politiques de lutte contre le SIDA sur le lieu de travail, mobilisation du secteur privé	OIT	UNESCO, PNUD
2. DÉVELOPPEMENT DES INTERVENTIONS		
<i>Prévention</i>		
Prévention de la transmission du VIH dans les milieux sanitaires, sécurité transfusionnelle, conseil et test de dépistage, diagnostic et traitement des infections sexuellement transmissibles, et mise en relation des services de prévention du VIH et des services de traitement du SIDA	OMS	UNICEF, UNFPA, OIT
Fourniture d'informations et enseignement, programmation en matière de préservatifs, prévention ciblant les jeunes déscolarisés et efforts de prévention ciblant les groupes vulnérables (sauf les consommateurs de drogues injectables, les détenus et les réfugiés)	UNFPA	OIT, Secrétariat de l'ONUSIDA, UNESCO, UNICEF, ONUDC, OMS
Prévention de la transmission mère-enfant (PTME)	UNICEF, OMS	UNFPA, PAM
Prévention destinée aux jeunes dans les établissements d'enseignement	UNESCO	OIT, UNFPA, UNICEF, OMS, PAM
Prévention de la transmission du VIH parmi les consommateurs de drogues injectables et dans les prisons	ONUDC	PNUD, UNICEF, OMS, OIT
Politiques globales, suivi et coordination de la prévention	Secrétariat de l'ONUSIDA	Ensemble des coparrainants
<i>Traitement, soins et appui</i>		
Traitement antirétroviral et suivi, prophylaxie et traitement des infections opportunistes (adultes et enfants)	OMS	UNICEF
Soins et appui pour les personnes vivant avec le VIH, les orphelins et les enfants vulnérables, et aux foyers affectés	UNICEF	PAM, OMS, OIT
Appui alimentaire/nutritionnel	PAM	UNESCO, UNICEF, OMS
<i>Lutte contre le VIH dans les situations d'urgence, de reconstruction et de présence massive de forces de sécurité</i>		
Renforcement de la réponse au SIDA dans les milieux des forces de sécurité, dans les services en uniforme et en cas de crise humanitaire	Secrétariat de l'ONUSIDA	HCR, UNICEF, PAM, OMS, UNFPA
Lutte contre le VIH parmi les populations déplacées (réfugiés et personnes déplacées dans leur propre pays)	HCR	UNESCO, UNFPA, UNICEF, PAM, OMS, PNUD
3. SUIVI ET ÉVALUATION, INFORMATIONS STRATÉGIQUES, PARTAGE DES CONNAISSANCES ET RESPONSABILISATION		
Informations stratégiques, partage des connaissances, et responsabilisation, coordination des efforts nationaux, constitution de partenariats, sensibilisation, suivi et évaluation, y compris estimation de la prévalence nationale et projection de l'impact démographique	Secrétariat de l'ONUSIDA	OIT, PNUD, UNESCO, UNFPA, HCR, UNICEF, ONUDC, PAM, OMS, Banque mondiale
Mise en place et mise en œuvre d'une surveillance du VIH, par le biais d'enquêtes sentinelles/de population	OMS	Secrétariat de l'ONUSIDA

Source : ONUSIDA. *Mécanisme ONUSIDA de répartition des tâches en matière d'appui technique. Synthèse et bien-fondé* Genève: ONUSIDA, 2005. Accès en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : http://data.unaids.org/Publications%5CIRC-pub07%5CJC1164-TechnSuppDivLabour_fr.pdf.

Remerciements

La présente stratégie a été élaborée par une équipe dirigée par Mark Richmond, Coordonnateur général de l'UNESCO pour le VIH et le SIDA, avec Chris Castle et Justine Sass de la Section du VIH et SIDA, Division de la coordination des priorités des Nations Unies en matière d'éducation, et repose sur une large consultation menée auprès du Groupe consultatif sur le VIH et le SIDA, les secteurs de l'éducation, des sciences naturelles, des sciences sociales et humaines, de la culture et de la communication et de l'information, les instituts et les bureaux régionaux, multipays et nationaux de l'UNESCO.

Les auteurs tiennent à remercier le petit groupe de travail du Groupe consultatif qui a proposé un processus inclusif et consultatif pour la conception de cette stratégie : Jaya Conye-Soobrayen, Alexandra Draxler, Susana Sam-Vargas, Boyan Radoykov, David Sunderland et Aylin Taftali.

Ils souhaitent remercier particulièrement Lalla Aicha Ben Barka, Carl Ampah, Simon Baker, Kwame Bofo, Ben Boys, Sanye Gulser Corat, Hans D'Orville, Cristina De Azkarraga, Sabine Detzel, Walter Erdelen, Maria Rebeca Otero Gomes, Katherine Grigsby, Georges Haddad, Bernard Hadjadj, Qunli Han, Claudia Harvey, Julia Hasler, Marie-Helene Henriques-Mueller, Astrid Hollander, Kristen Iversen, Wijayananda Jayaweera, Venus Jennings, Heidy Jimenez, Irmgarda Kasinskaite, Abdul Waheed Khan, Jean-Yves Le Saux, Yong Feng Liu, Kristina Annami Lofving, Maria Luiza Machado, Fridah Manenji, Melanie Monette, Cheikh N'Diaye, Elizabeth Moundo, Christine Panchaud, Mary Joy Pigozzi, Linda Posadas, Ann-Belinda Preis, Boyan Radoykov, Lucinda Ramos, Wolfgang Reuther, Clinton Robinson, Alfredo Rojas, Luc Rukungama, Lydia Ruprecht, Mariama Saidou-Djermakoye, Pierre Sané, Bachir Sarr, Mogens Schmidt, Juma Shabani, Sheldon Shaeffer, Khawla Shaheen, Abhimanyu Singh, Foussenu Sissoko, Luis Manuel Tiburcio, Herman van Hooff, Alisher Umarov, Jan Wijngaarden, Satoko Yano et Memory Zulu, qui ont exprimé des commentaires sur les avants-projets du présent document et apporté une contribution de substance à la stratégie. Ils remercient également Barbara de Zalduondo et Peter Ghys, du Secrétariat de l'ONUSIDA, pour leurs encouragements et pour leurs suggestions.

PHOTOS

Couverture:

© CCIVS/UNESCO/L. Myers
© 2003 Shehu Danlami Salihu, avec l'autorisation de Photoshare
© 2003 RUINET, avec l'autorisation de Photoshare
© ONUSIDA/B. Neeleman
© ONUSIDA/S. Drakborg
© ONUSIDA/S. Noorani
page 8 © ONUSIDA/L. Taylor
© ONUSIDA/G. Pirozzi
© ONUSIDA/G. Pirozzi
© ONUSIDA/L. Taylor
page 12 © ONUSIDA/Donal Holway,
© UNICEF/HQ06-0609/Allison Scott

page 15 © ONUSIDA/K. Hesse
© ONUSIDA/G. Pirozzi
© 2005 David Snyder, avec l'autorisation de Photoshare

page 16 © 2004 Proyecto TAHSEEN, avec l'autorisation de Photoshare
© 2005 Felix Masi/Voiceless Children, avec l'autorisation de Photoshare
© 2004 Ian Oliver/SFL/Grassroot Soccer, avec l'autorisation de Photoshare
© 2006 Pradeep Tewari, avec l'autorisation de Photoshare
© ONUSIDA/G. Pirozzi

© 2004 Wale Ewedemi, avec l'autorisation de Photoshare

© 2006 Ashley Pinsent, avec l'autorisation de Photoshare

page 17 © ONUSIDA/G. Pirozzi

page 18 © ONUSIDA/M. Szulc-Kryzanowski

page 23 © ONUSIDA/G. Pirozzi

page 25 © ONUSIDA/S. Noorani

page 32 © 2006 Matthew Willman, avec l'autorisation de Photoshare

page 42 © 2000 UNESCO/World Education Forum

page 43 © 2002 UNESCO/Families first Africa

page 44 © 2004 UNESCO/Owen Jones appointment

© 2005 UNESCO/Journalists alternative

Notez que les photos dont est crédité Photoshare correspondent à des projets spécifiques :

page 16 © 2004 Proyecto TAHSEEN, avec l'autorisation de Photoshare

Femmes et adolescentes en zone rural de Haute Egypte attendant l'ouverture du centre de santé rénové du village de Shousha. 50 % des Egyptiennes se marient avant l'âge de 21 ans et ont leur premier enfant à l'âge de 22 ans. Le projet TAHSEEN construit un dialogue intergénérationnel en formant les communautés clefs et les leaders religieux afin de transmettre des messages cohérents et précis relatifs au planning familial et à la santé reproductive.

© 2004 Ian Oliver/SFL/Grassroot Soccer, avec l'autorisation de Photoshare

Adolescents participant à l'atelier en Ethiopie *Life Training of Trainers*. Ici, les participants jouent « Le Jeu », la compétition finale où les participants constituent des parties d'un jeu de société. Durant ce jeu, le programme entier intitulé *Sport for Life* est revu dans un environnement ludique où les participants travaillent en petits groupes et disputent un « tournoi de questions » en démontrant un esprit d'équipe ainsi qu'en disputant un match de football. *Sport for Life* (SFL) est un programme sanitaire international qui utilise le sport pour impliquer les jeunes dans la santé reproductive et dans les activités de prévention et de soin du VIH et du SIDA.

© 2004 Wale Ewedemi, avec l'autorisation de Photoshare

Nike et Rimini de COOL FM 96.9, à Abuja au Nigéria, qui discutent de la stigmatisation des personnes affectées par le VIH.

page 32 © 2006 Matthew Willman, avec l'autorisation de Photoshare

Dans la zone rural de Josini, en Afrique du Sud, une mère ayant cinq enfants séropositifs parle de ses interrogations et de ses problèmes avec plusieurs membres de la communauté « *Community Carers* ». Le programme *Sibambisene* (nous travaillons ensemble) financé par l'organisation Oxfam Australie, forme ces communautés de soutien (*Community Carers*) pour se rendre auprès des communautés rurales de la province de KwaZulu-Natal et instruire, soutenir et aider et guider les familles qui sont affectés et infectés par le VIH/SIDA.

Publié par :

UNESCO
Secteur de l'éducation
Division de la coordination des priorités des Nations Unies en matière d'éducation
Section du VIH et SIDA
7, Place de Fontenoy
75352 Paris 07 SP, France
Site Web : www.unesco.org/aids
Courriel : aids@unesco.org

Tous droits réservés. Ce document peut être librement révisé, résumé, reproduit ou traduit, en tout ou en partie, mais non vendu ou employé à des fins commerciales. Ce document est une traduction de l'originale : UNESCO. *UNESCO's Strategy for Responding to HIV and AIDS*.

© Juin 2007. Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)
ED-2007/WS/2 (CLD-30873)